

L'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

2F Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75.064 ; PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

5^e ANNEE N° 178
Jeudi 1^{er} MARS 73

**Contre les exploiteurs
le bulletin de vote ne changera rien**

ABSTENTION

La campagne électorale touche à sa fin. Les jeux sont faits. Mais le jeu est truqué : qui perd, gagne. Les exploiteurs ne jouissent d'aucune sympathie dans la masse de notre peuple et pourtant voici plus de cent ans qu'ils gagnent à tout coup. Pour cette raison, ils apprécient beaucoup les consultations électorales qui leur permettent de se réclamer de la volonté populaire pour mener leur politique contre le peuple. Quatorze années de pouvoir gaulliste, et plus d'un scrutin par an ! Le plus « efficace » : en 1968 pour briser le formidable mouvement révolutionnaire de masse à travers lequel s'exprimaient véritablement les travailleurs de notre pays. La bourgeoisie gagna alors une chambre « introuvable ».

Mais si l'on va au fond des choses, la réaction a perdu en 1968, comme elle perdra lors des prochains scrutins. Plus elle utilise l'électoratisme, plus elle crée l'illusion de changements possibles par les urnes et plus la mystification devient évidente après le scrutin.

D'ores et déjà, tous les partis traditionnels s'acheminent vers une grave défaite après les prochaines législatives. Les uns, la majorité U.D.R., Républicains indépendants, réformateurs et Cie, parce qu'ils sont plus que jamais haïs, les autres, socialistes, révisionnistes et trotskystes, parce qu'ils auront participé activement à enjoliver la « démocratie » des capitalistes. La réaction monopoliste s'attend tellement au développement du sentiment anti-électoratisme dans le peuple et au développement de mouvements de masses dans les usines, les campagnes, les facultés, dans la rue, partout où la voix du peuple se fait entendre avec efficacité, qu'elle agit dès maintenant la menace du fascisme : tel est l'objectif de Pompidou lorsqu'il parle d'« appliquer la Constitution ».

Dans ces conditions, il importe plus que jamais de rejeter la mystification électoratiste.

REJETEZ VOS ILLUSIONS !

PRÉPAREZ-VOUS À LA LUTTE !



Contre ces politiciens réactionnaires, qui ont tous les pouvoirs, y compris celui de refuser le verdict électoral...

POUR IMPOSER DES CHANGEMENTS RÉELS

**UNE SEULE
VOIE :**

**L'ACTION
RÉVOLUTIONNAIRE
DES MASSES
JUSQU'À
LA
RÉVOLUTION
PROLÉTARIENNE**



«Mitterrand, le sang d'un démocrate l'accuse»

Mitterrand, le sang d'un démocrate l'accuse, c'est en ces termes qu'était dénoncé le politicien bourgeois Mitterrand dans un tract publié par le P.C.F. lors de la campagne électorale de novembre 1958. Ce tract rappelait qu'en 1957, lorsqu'il était ministre de la « Justice », Mitterrand avait

donné l'ordre de guillotiner le communiste Fernand Yveton.

Voici le texte intégral de ce tract, qu'il est bon de citer au moment où les dirigeants révisionnistes du P.C.F. s'acoquinent avec le vieil anti-communiste Mitterrand.

Le 24 novembre 1956, notre camarade Fernand Yveton, membre du Parti communiste, militant syndicaliste C.G.T., était condamné à mort par le tribunal d'exception siégeant à Alger, et son pourvoi en cassation était rejeté 48 heures après.

A l'appel de la Ligue française pour la défense des droits de l'homme et du citoyen, du P.C.F., de la C.G.T., de la municipalité d'Ivry, de l'U.J.C.F., les organisations démocratiques et les syndicats mobilisèrent l'opinion pour obtenir la grâce de Fernand Yveton.

Mais le pouvoir d'alors demeura sourd aux APPELS du PEUPLE et notre malheureux camarade fut EXECUTE le 11 février 1957.

LE MINISTRE DE LA JUSTICE D'ALORS S'APPELAIT
FRANÇOIS MITTERRAND

ET C'EST SOUS SA RESPONSABILITE ET SUR SON ORDRE que fut commis l'odieux assassinat « LEGAL » de Fernand Yveton.

MITTERRAND, CANDIDAT DE LA GAUCHE ?
Mitterrand, le sang d'un démocrate l'accuse !

CAMARADES, SOUVENONS-NOUS !

**LES VOIX DES DEMOCRATES N'IRONT PAS A MITTERRAND
L'ASSASSIN D'YVETON.**

AUX COTES DU F.L.N. ALGERIEN

Qui fut Fernand Yveton ?



Fernand est né dans une famille de militants. Son père, Pascal Yveton, était militant syndicaliste à l'E.G.A. (Electricité et Gaz d'Algérie) où il était ouvrier. Adhérent du Parti Communiste, à la cellule d'entreprise de l'E.G.A. au Champ de manœuvre, il était profondément aimé de tous les travailleurs algériens du Clos-Salembier, où il habitait, 73, rue des Coquelicots (Alger).

Fernand fut élevé par la 2^e femme de son père, sa mère étant morte peu

de temps après sa naissance. A 14 ans, il entre en sana, où il reste deux années.

A 16 ans, il adhère aux Jeunesses Communistes algériennes. Puis il entre au Parti et devient membre de la cellule Guy Mocquet à la Redoute.

1^{er} novembre 1954 : les premiers maquis de partisans algériens se forment, la guerre populaire de révolution nationale du peuple algérien commence.

Dès les premiers mois de la guerre, Fernand Yveton prend contact avec le Front de Libération Nationale Algérien. Il avait d'abord consulté son Parti, le P.C.A. Mais le P.C.A., en conformité avec la ligne imposée par le P.C.F., insinua qu'Yveton pouvait être un « provocateur » (1).

Du coup, certaines portes de militants du P.C.A. lui furent fermées. Et quand il fut arrêté, le P.C.A. ne s'occupa absolument pas de sa femme, ni de ses vieux parents qui étaient à la retraite.

Donc Fernand Yveton rallie la juste combat du peuple algérien : il travaille à Alger, dans la clandestinité, avec le F.L.N. et, aussi, avec d'anciens membres du P.C.A. qui avaient décidé,

comme lui, de rejoindre le F.L.N. en violation des consignes du P.C.A.

Fernand Yveton est arrêté le 14 novembre 1956 à Alger. Il est horriblement torturé (les socialistes, alors au gouvernement, n'ont pas attendu Massu pour faire pratiquer la torture !) Malgré cela, il ne fournit aucun renseignement risquant de trahir ses camarades. Au contraire, il détourne ses tortionnaires sur de fausses pistes.

Son procès est rapidement organisé, et il est condamné à mort. Son pourvoi en cassation est rejeté dès le lendemain, sur l'ordre de Mitterrand, alors ministre de la Justice, et en application de ces fameux « pouvoirs spéciaux » votés à Guy Mollet par les députés

révisionnistes du P.C.F., en mars 1956.

Fernand Yveton est guillotiné le 11 février 1957, dans la cour de la prison de Barberousse, en même temps que deux combattants algériens.

J'espère que quelqu'un, ici, pourra faire connaître mon dernier message. Salut à tous mes camarades ! La vie d'un homme, la mienne, n'est rien. Ce qui compte, c'est l'Algérie, son avenir. L'Algérie sera libre demain ! Telles furent les dernières paroles de l'héroïque martyr Fernand Yveton.

Aujourd'hui, le nom de Fernand Yveton est très connu du peuple algérien, et une artère d'Alger porte son nom.

PAS VOUS ET PAS ÇA !

L'U.D.R., faisant feu de tout bois à l'approche du scrutin de mars, rappelle (dans le n° du 21 février de « La Nation ») qu'en 1958, le P.C.F. stigmatisait Mitterrand, l'assassin d'Yveton.

Nous, communistes marxistes-léninistes, nous devons dire à cette bande de politiciens qui gouvernent, depuis 15 ans, aux ordres des monopoles exploités : **Pas vous, et pas ça !** Vous n'avez pas le droit de ressortir cette affaire pour vos sordides intérêts électoraux. Pas vous ! Vous qui avez conduit la guerre coloniale contre le peuple algérien, vous qui avez libéré le fasciste Salan, vous qui comptez dans vos rangs le criminel de guerre Massu, tortionnaire du peuple algérien, vous qui n'êtes sortis d'Algérie qu'en cédant devant la force politique et militaire de l'héroïque peuple algérien, mais après avoir laissé sur la terre d'Algérie 2 millions de chouhadas que vous avez assassinés ! En 1956, vous avez hurlé aux côtés de Mitterrand en qualifiant Fernand Yveton de « terroriste » et de « traître », et en réclamant sa tête.

Nous ne vous laissons pas le droit, maintenant, de salir à nouveau la mémoire d'Yveton en utilisant son nom dans le cirque électoral que vous organisez !

Voilà ce qu'il nous faut clamer d'autant plus haut que nous seuls, communistes marxistes-léninistes, pouvons le faire. Car nous sommes restés indéfectiblement fidèles au combat qui fut celui d'Yveton, et nous seuls pouvons combler le silence du P.C.F.

Car que peut faire le P.C.F. sinon se taire ? Il a trahi une première fois Yveton et le F.L.N., en 1956, en ne soutenant pas leur combat (2).

Et il les trahit une deuxième fois en s'alliant avec l'assassin d'Yveton, avec Mitterrand, avec celui que les Algériens eux-mêmes désignent comme « l'homme qui a tiré la première balle contre le peuple algérien ».

Pas une voix pour l'U.D.R., le parti de Massu !

Pas une voix pour Mitterrand, l'assassin d'Yveton !

Pas une voix pour le P.C.F., qui a trahi deux fois le communiste Yveton.

Abstention !

Une fois de plus

Pompidou insulte la résistance

Combien d'anciens résistants, d'antifascistes, de travailleurs, n'ont-ils pas senti l'indignation et la colère les gagner ces jours derniers. L'entreprise fasciste montée autour du cercueil du traître Pétain a été l'occasion choisie par un ramassis de fascistes d'hier et d'aujourd'hui pour faire l'apologie de la Collaboration, aidés complaisamment en cela par la presse et la radio bourgeoises, de Radio-Luxembourg au Parisien libéré. Les hommes de main des nazis, Tixier-Vignancourt, Borotra, Girard, Boux de Casson, cette tourbe a tenu le haut du pavé.

Que ceux qui se vendirent aux nazis aient droit à la parole comme si de rien n'était, c'est déjà là un scandale.

Mais que Pompidou, ose envoyer une gerbe de fleurs sur la tombe de Pétain, c'est là une insulte faite au peuple de France. C'est une insulte à la mémoire de la multitude de ceux qui sont tombés sous les balles nazies. Pompidou montre ainsi qu'il n'a rien à voir avec le peuple de notre pays.

Mais au fond qu'y a-t-il là d'étonnant de la part de celui qu'on « agacent » les histoires de Résistance, qui a grâcié le milicien Touvier, qui a appelé à oublier les crimes des collabos ? Il est fidèle à lui-même et à sa classe.

La réaction cherche à regrouper tout son monde, des collabos à l'O.A.S., elle veut cimenter le front de la contre-révolution.

Elle cherche à ternir l'image de

la Résistance, à réhabiliter les tueurs, à détruire ainsi une des plus profondes traditions antifascistes du peuple de France.

Quand on veut faire oublier des crimes passés, c'est qu'on prépare des crimes à venir.

Combattre toute tentative de réhabilitation des collabos, c'est non seulement rester fidèle à ceux qui sont tombés, c'est aussi combattre pour l'avenir du peuple de France.

Un lecteur nous écrit :

Le 24 février 1973.

Camarades,

Je vous écris mon indignation — après qu'aient été montrés les signes d'une réhabilitation honteuse aux restes du traître Pétain. Je proteste pour la mémoire de mon père — mort en déportation après avoir été par deux fois livré aux nazis. (Fait prisonnier, il s'évade du camp de travail, il sera à nouveau arrêté à Lyon en juillet 1944 lors de la dernière rafle, déporté dans le dernier convoi.)

Je proteste, en ce lendemain du 21 février, pour la mémoire immortelle de Manouchian et son groupe.

Je proteste, pour que le sacrifice glorieux de tous les héros de cette grande lutte antifasciste ne soit pas honteusement bafoyé par tous ces hommes prêts, encore une fois, à utiliser le fascisme comme dernier rempart avec Pompidou comme porte-drapeau.

Salutations fraternelles.

SOIRÉE CULTURELLE

Organisée par

l'Association des Etudiants d'Origine Malgache (A.E.O.M.)

au GRAND THEATRE DE LA CITE INTERNATIONALE

(19 BOULEVARD JOURDAN, PARIS 14^e)

SAMEDI 3 MARS 1973 A 20 HEURES

L'AUBE SE LEVERA

Au programme :

Histoire d'un peuple, présentée à travers des chants
et des danses populaires de travail et de lutte

Entrée sur invitation à retirer au siège de l'A.E.O.M.

8 villa du parc Montsouris, de 19 h à 21 h.

CLASSE CONTRE CLASSE

La lutte des classes, une réalité

La lutte des classes est une réalité dans notre société capitaliste, comme dans toute société, et ni le capitalisme monopoliste d'Etat, ni le révisionnisme moderne, ni le réformisme n'y peuvent rien. C'est la base, — ce sont les exploités, les opprimés —, qui décide inéluctablement des luttes à mener pour le succès de leurs justes revendications.

Les déclarations tonitruantes de tous les politiciens bourgeois — monopolistes, révisionnistes, réformistes — n'empêchent nullement les travailleurs d'Allinquant, de la société des eaux de Vittel, de la régie nationale des usines Renault, etc. et tout dernièrement les conducteurs de bus de la R.A.T.P., les aiguilleurs du ciel de passer à l'action pour la satisfaction de leurs revendications salariales ou pour l'abrogation de la loi anti-grève de 2 juillet 1964.

Face à ces luttes menées classe contre classe, le capitalisme exploiteur fait donner ses « batteries », réactionnaire et opportuniste. Le ministre des Transports, Galley, y va de son verbe brutal, il ne veut nullement entendre parler du droit de grève, pourtant inscrit dans la Constitution monopoliste de la V^e République bourgeoise ; au cours d'une conférence de presse tenue le 22 février, Galley déclare : « Ils ont engagé une épreuve de force, nous allons répondre par la force », et décide l'emploi de l'armée de l'air, un des instruments de l'Etat de dictature de la bourgeoisie, pour régler la circulation aérienne. Voilà donc démasquée un peu plus la « société plus juste et responsable » du premier légionnaire Messmer qui parle démagogiquement de social.

Mais les contrôleurs de la navigation aérienne ne se laissent nullement intimider par ces décisions réactionnaires et poursuivent leur grève. Les pilotes de lignes français et étrangers, en refusant de voler sous contrôle militaire, apportent ainsi leur soutien actif.

Le journal bourgeois *Le Monde* a eu beau annoncer « Pas de grève à Air France... ni à la R.A.T.P. » le 22 février 1973, la réalité est autre chose et il en sera pour ses frais.

Mais quelle est donc la position de ceux qui s'affirment les meilleurs défenseurs des intérêts des travailleurs ? alors que l'un d'eux déclarait en mai 1971 : « Mais on ne verra jamais la C.G.T. renoncer à défendre les revendications des travailleurs sous prétexte de ne pas troubler l'ordre du grand capital ». C'est, bien sûr, d'un des chefs de file du révisionnisme moderne qu'il s'agit, c'est Séguy, qui a aussi déclaré au nom de l'électoratisme, de la voie pacifique par le bulletin de vote, le 23 novembre 1972 : « Mais nous réaffirmons que nous ne ferons rien qui soit de nature à perturber les élections et le déroulement de la campagne électorale ».

Il est donc normal que l'« Humanité » révisionniste du 23-2-1973 publie les déclarations opportunistes du syndicat C.G.T. Concernant les aiguilleurs du ciel, la ligne révisionniste y est inscrite noir sur blanc : « Le syndicat C.G.T. appelle ses adhérents et les personnels « à mesurer la gravité de la situation créée, à déjouer toute manœuvre ou provocation et à se maintenir à l'écart d'un conflit qui ne peut résoudre les problèmes posés », pour ensuite donner quelques conseils au pouvoir des monopoles : « Le gouvernement fait, une fois de plus, fausse route. Ce n'est pas par la force mais par la négociation avec tous les intéressés qu'il règlera le conflit ».

Et concernant la grève des conducteurs de la R.A.T.P., cette feuille révisionniste poursuit : « Le syndicat C.G.T. ne nie pas que les conducteurs aient des revendications. Toute son attitude lors des discussions sur les accords en témoigne ». La ligne du révisionnisme moderne est claire, c'est avant tout la table des négociations et non la lutte de classe.

* Cette ligne opportuniste n'est pas d'aujourd'hui et le camarade Enver Hoxha, premier secrétaire du Comité central du Parti du Travail d'Albanie, l'a très bien exprimé dans le discours qu'il prononça le 7 novembre 1961 à l'occasion du vingtième anniversaire du Parti du Travail d'Albanie et du quarante-quatrième anniversaire de la grande Révolution socialiste d'Octobre. Le camarade Enver déclarait : « En ce qui concerne les formes du passage au socialisme, N. Khrouchtchev, au vingtième congrès et plus tard, a beaucoup embrouillé cette question aussi. Quant à la voie pacifique de conquête du pouvoir par la classe ouvrière, il en a presque fait un absolu et l'illusion a été créée que, soi-disant, la classe ouvrière et son parti communiste ne peuvent prendre le pouvoir en main que par la conquête de la majorité au parlement ».

Mais, les travailleurs, les sympathisants, les lecteurs de l'« Humanité-Rouge » se posent des questions sur la position des marxistes-léninistes ?

Eh bien, notre position est claire. Nous appliquons les justes enseignements du grand Lénine aux réalités concrètes de notre pays. Dans la maladie infantile du communisme (le « gauchisme »), Lénine nous enseigne : « Ne pas travailler dans les syndicats réactionnaires, c'est abandonner les masses ouvrières insuffisamment développées ou arriérées à l'influence des leaders réactionnaires, des agents de la bourgeoisie, des aristocrates ouvriers ou des « ouvriers embourgeoisés », et il poursuit : « ... il ne faut pas craindre les difficultés, les chicanes, les pièges, les outrages, les persécutions des « chets » (qui, opportunistes et social-chauvins, sont dans la plupart des cas liés — directement ou indirectement — à la bourgeoisie et à la police) et travailler absolument là où est la masse ».

Les communistes marxistes-léninistes doivent considérer, avant tout, la justesse de la revendication susceptible d'entraîner les larges masses et non l'étiquette syndicale. Dans les luttes citées ci-dessus, il est évident que les communistes marxistes-léninistes soutiennent et popularisent ces justes luttes des travailleurs qui pratiquent la lutte classe contre classe et ils ont pour devoir aussi d'organiser les ouvriers avancés dans des noyaux prolétariens pour diriger les luttes économiques et passer aux luttes politiques.

Luc DACIER.

A propos de la grève de la RATP

La grève du 23 février a posé des questions aux travailleurs de la R.A.T.P. Certains y ont participé, quelles que soient les appartenances syndicales, d'autres se sont laissés mystifier.

L'aspect principal, ce sont les revendications des travailleurs de la R.A.T.P. qui traînent depuis des mois sur les tables rondes où négocient les directions syndicales — et elles sont nombreuses à la R.A.T.P. — et la direction de la R.A.T.P.

Mais les véritables revendications qui touchent l'essentiel du réseau de surface sont toujours sur la table des négociations. Les conducteurs de bus demandent depuis de nombreux mois la parité de leur salaire avec ceux des conducteurs du métro.

N'est-il pas vrai que la circulation à Paris et aussi en banlieue est de plus en plus difficile, que les risques d'accidents sont de plus en plus nombreux et que cela apporte une fatigue supplémentaire. Auparavant, le conducteur de bus avait une voiture de 45 places environ, aujourd'hui c'est plus de 80 places, avec la suppression du receveur pour un salaire supplémentaire de 100 F (une bonne affaire pour la direction R.A.T.P.). Le travail a donc de ce fait augmenté, montée, descente des voyageurs, conduite, recette, rotation plus rapide, battement au terminus écourté, maladies de nerfs plus fréquentes, voilà pour les roulants de surface qui touchent un salaire d'environ 1 976 F prime comprise, alors que les conducteurs de métro ont des salaires avec des écarts de 300 à 500 F par mois de plus. Les roulants de surface font également un nombre d'heures de travail supérieur à ceux du réseau ferré.

Donc, après l'échec des négociations du 22 février, les directions syndicales F.O. et autonome, sous la poussée de la base, ne peuvent faire autrement que d'appeler à une grève de 24 heures pour le 23 février, après avoir déposé bien entendu un préavis de grève.

Mais pourquoi les directions syndicales C.G.T. et C.F.D.T. n'ont-elles pas appelé à la grève ?

Ces directions syndicales ne nient nullement les revendications des conducteurs de bus et elles ne peuvent guère faire autrement car lorsque les masses s'emparent de leurs propres revendications, ces masses représentent une force invincible. Ces directions syndicales ont d'autres chats à fouetter, leur souci c'est de mystifier les travailleurs avec le fameux « Programme commun de gouvernement » P.«C.»F.-P.S. et radicaux de gauche en laissant entendre que « demain on rasera gratis ».

Les travailleurs ne peuvent compter sur les illusions électoralistes et savent que seul le combat classe contre classe reste le seul payant.

Néanmoins, plus de 30 % de travailleurs ont participé à cette grève de 24 heures, quelle que soit leur appartenance syndicale, y compris des adhérents de la C.G.T. Il est certain que 24 heures de grève est insuffisant et la base devra pousser encore plus fort, faire entendre sa voix si elle veut réellement obtenir un succès, ne pas se laisser tromper par la démagogie de F.O. ou par la duperie de la C.G.T. et C.F.D.T.

Ces dernières directions syndicales, C.G.T. et C.F.D.T., se préparent au lendemain du 11 mars, suivant le résultat du scrutin électoral, à blanchir cette revendication.

La R.A.T.P. peut payer, elle en a les moyens puisqu'elle a investi un capital dans les pointeuses mécaniques automatiques, qui s'avèrent aujourd'hui un échec et vont être remplacées en fin d'année par des pointeuses électroniques. Combien de capitalistes se sont remplis les poches dans cette affaire ?

Que les travailleurs de la R.A.T.P. agissent dans l'unité sur des positions de lutte de classe et ils remporteront des succès.

Usine COFRAMAILLE de Schirmeck

Lutte pour l'amélioration des conditions de travail

Dans le textile, plusieurs grèves dures se sont déroulées récemment sur la question des conditions de travail. Chez les rubaniers de « Dalle », chez les confectionneurs de Levi's dans le Nord, chez les ouvrières de la S.P.L.I. de Fougères.

C'est aussi pour lutter pour l'amélioration de leurs conditions de travail que les ouvrières de la COFRAMAILLE à Schirmeck se sont mises en grève depuis le 15 février : elles refusent le travail au rendement. Elles réclament également une véritable mensualisation basée sur un salaire garanti pour cent soixante-quatorze heures avec un taux horaire fixe.

Comme à la S.P.L.I. à Fougères, les ouvrières de la COFRAMAILLE font la « grève du ticket » : elles refusent de remettre à la direction leurs tickets de production, qui permettent de calculer le salaire au rendement.

Pour cela, quatre-vingt-seize ouvrières ont été mises à pied trois jours par le patron. Cependant, la grève se poursuit.

Le vendredi 23 février, les grévistes devaient organiser une réunion publique d'information et de discussion à Strasbourg pour dénoncer les conditions actuelles du travail au rendement et l'exploitation qui en résulte pour la main-d'œuvre féminine.

Correspondant H.R.
le 23 février 1973.



CLASSE CONTRE CLASSE

MAMMOUTH d'AUBIÈRE (Clermont-Ferrand)

L'EXPLOITATION S'AGGRAVE... LES TRAVAILLEURS RIPOSTENT !

La revue patronale « L.S.A. » (« Libre Service Actualités ») annonce régulièrement le Mammouth d'Aubière en tête de tous les Mammouth de France pour le rendement mensuel en millions par mètre carré.

Et pourtant, le trust Economats du Centre (succursales Economia, Suma, cinq Mammouth) juge insuffisants les profits fabuleux extorqués sur la sueur et la misère des travailleurs.

Avec l'ouverture d'un Radar concurrent à Clermont, les capitalistes du trust veulent non seulement maintenir mais accroître leurs profits. En quatre ans, ils ont ouvert cinq Mammouth et ont de nombreux projets pour après les élections où les permis de construire seront accordés avec plus de complaisance.

Alors c'est toujours la même recette : faire faire le maximum de travail à un nombre toujours plus petit de travailleurs. Pour cela, la direction et ses cadres serviles utilisent tous les moyens pour faire régner la terreur et avoir les travailleurs bien en main.

Il y a quelque temps, la direction générale annonçait aux cadres du Mammouth la « nécessité » de supprimer cinquante emplois... en douceur. Au service Textile par exemple, de vingt-cinq employés il fallait passer à vingt : un tailleur, vendeur spécialisé, est muté comme manœuvre à la cave, une vendeuse (deux ans d'ancienneté) se retrouve du jour au lendemain à la plonge de la Cafétéria.

La direction s'est aussi attaquée aux militants qui luttent contre l'exploitation : un travailleur du service Fruits et Légumes qui avait refusé une promotion quelques mois auparavant se retrouve sur le parking à ramasser les caddies ; à une vendeuse spécialisée du même service qui refusait de faire le garde-chiourme, le chef du service demandait de choisir entre « la promotion et le syndicalisme ».

Quelques mois avant, une vendeuse spécialisée de la Poissonnerie qui avait

prévenu un client que le poisson qu'il achetait n'était pas frais, étant envoyée à la plonge de la Cafétéria.

Autre point important : la direction s'attaque maintenant aux contrats à durée indéterminée, considérés un peu comme titulaires, pour extorquer leur démission et embaucher à la place des travailleurs à contrat à durée déterminée (trois mois) sur lesquels elle peut exercer en toute liberté le chantage au licenciement s'ils refusent les heures supplémentaires, les cadences infernales, s'ils se syndiquent, etc.

Ainsi la direction voulait se débarrasser d'une employée de la Cafétéria. Son chef commença par lui faire payer 13 francs une cuillère de choucroute qu'elle a mangé alors que les cuisiniers, eux, peuvent manger gratis, et 2 francs un bol de potage (potage qui allait être jeté à la poubelle).

Ensuite, le directeur, le sous-directeur et le chef de service la coïncent dans un bureau et se livrent à un chantage ignoble : « Soit vous signez votre démission, soit on vous licencie avec un certificat de travail soigné qui vous mettra définitivement sur la paille. » Trompée par ces mensonges, elle a signé, perdant ainsi le mois de préavis, le droit au chômage, alors qu'un certificat de travail ne peut contenir que la date d'embauche et de départ.

Avec ce système de contrats, avec l'embauche systématique de jeunes avant leur départ pour le service militaire, il y a un renouvellement permanent des travailleurs qui empêche toute organisation stable, à chaque fois il faut repartir à zéro avec les nouvelles têtes pour organiser la lutte.

Chez les caissières, sous la houlette de la caissière centrale, l'arbitre de choc de la direction, les brimades, mesquineries, sanctions et représailles sournoises se multiplient : pendant des heures, des caissières travaillent avec un chef derrière pour les surveiller.

Elles n'avaient plus le droit de faire leurs courses pendant le temps de travail, pour celles qui finissent à 21 h 30, 22 heures, ce qui obligeait certaines à se rendre au Radar qui ferme une demi-heure plus tard, avant de rentrer chez elles.

Et de 21 heures à 21 h 30, alors qu'il n'y a quasiment personne dans le magasin, elles sont obligées de rester assises (sans pouvoir discuter, c'est interdit) à regarder... leurs chefs faire leurs courses, ou bien même de faire les courses pour la chef.

Mais « là où il y a oppression, il y a révolte » et avec le soutien actif de la section C.F.D.T., les travailleurs ont osé lutter.

Samedi dernier à 4 heures de l'après-midi avec un magasin bourré de clients et la queue aux caisses, vingt caissières ont planté là le travail et sont montées toutes ensemble au local syndical.

Pendant ce temps, d'autres travailleurs accrochaient aux caisses avec une pince à linge des cartons où était inscrit :

« Clients, nous sommes en grève pour l'amélioration de nos conditions de travail, donc pour l'amélioration de vos conditions d'achat. Soyez solidaires. »

Pendant ce temps, dans le magasin, des parents et amis des grévistes, des militants C.F.D.T. d'autres boîtes, des militants de « L'Humanité Rouge » laissaient sur place leurs caddies et distribuaient un tract aux clients. Ceux-ci dans leur majorité manifestaient aussitôt leur sympathie.

Les cadres et autres jaunes qui avaient pourtant fait des stages de caissières (en cas de grève...) se mettaient alors à deux sur trois à une caisse pour essayer de la faire marcher, et au bout de quelque temps de nombreux clients, lassés, quittaient le magasin.

Pendant ce temps, nous, grévistes, réunis dans le local syndical, nous avons pu sortir « tout ce que nous avions sur

la « patate », formulé nos revendications et aussi préparé la continuation de l'action puisque la direction pour le moment joue l'indifférence. Il nous faut absolument entraîner avec nous les autres secteurs du magasin pour porter des coups encore plus sévères au patron.

Voici nos revendications :

Pour les caissières :

- Suppression du pointage nocturne.
- Possibilité de récupération des retards éventuels.
- Droit de faire les courses à partir de 21 heures pendant les heures de travail.
- Refus de faire les bouche-trous (à la Pâtisserie, à la Charcuterie, en Réserve, etc.).

Pour tous les travailleurs :

- Changement de caissière centrale et de certaines caissières principales.
- Contrat à durée indéterminée pour tous ceux qui en sont à leur deuxième contrat de trois mois.
- Suppression des contrats à durée déterminée.
- Suppression des mutations d'un service à un autre.
- Réintégration de notre camarade Michel Piedfort au service Fruits et Légumes.

SALAIRES

- Pas de salaire à moins de 1 200 francs net et augmentation uniforme jusqu'au coefficient 190.
- Ticket de repas porté à 5 francs et utilisable dans le magasin.
- La paye le 1^{er} du mois et non le 10.
- La prime de fin d'année transformée en véritable treizième mois.

**Vive la lutte classe contre classe !
Vive la révolution prolétarienne qui supprimera définitivement les patrons et leur sale exploitation !**

Un Ouvrier marxiste-léniniste de Mammouth.

1.600 aiguilleurs du ciel en lutte pour la reconnaissance du droit de grève

SOUTIEN AUX AIGUILLEURS DU CIEL

La grève des officiers contrôleurs de la circulation aérienne déclenchée le 21 février connaît aujourd'hui un durcissement.

Au départ, les aiguilleurs du ciel comme on les appelle couramment, syndiqués pour la grande majorité au Syndicat national des contrôleurs du trafic aérien (S.N.C.T.A.) affilié à la C.F.T.C., ont deux revendications en suspens au Secrétaire général de l'aviation civile (S.G.A.C.) : la reconnaissance du droit de grève et un reclassement indiciaire par l'inclusion des primes de sujétion dans le salaire de base.

Les aiguilleurs du ciel dès leur sortie d'école reçoivent une rémunération totale de 1 975 francs par mois. Les primes (prime de technicité, prime d'exploitation, prime d'automatisation, prime de surcharge etc.) vont jusqu'à représenter le tiers du salaire.

Les quelque seize cents aiguilleurs du ciel en déclenchant la grève pour leurs revendications bloquent ainsi tout le trafic des aéroports français, le rendant quasiment nul.

Le pouvoir des monopoles piqué au vif par cette action qui met en cause la loi anti-grève du 2 juillet 1964 puisque les grévistes en récla-

ment l'abrogation, a décidé d'engager une épreuve de force. C'est Robert Galley, ministre des Transports du gouvernement Messmer, qui passe à l'offensive au cours d'une conférence de presse, en déclarant : « Ils ont engagé une épreuve de force, nous allons répondre par la force », et annonce aussi que « des sanctions extrêmement lourdes — suppression des primes et rétrogradation d'échelons — ont été signifiées aux grévistes. » Et pour résoudre le conflit dans le cadre de la « paix sociale », Galley décide que l'armée de l'air assurera la circulation aérienne à partir du 24 février.

Aussitôt, le Syndicat national des pilotes de lignes (S.N.P.L.) fait connaître le refus de ses adhérents d'assurer leur service sous le contrôle des militaires. Ils estiment que les militaires n'ont pas l'expérience requise, « ils (les militaires) n'ont pas un entraînement suffisant pour écouler un trafic dense dans les meilleures conditions de sécurité ».

Cette solidarité active des pilotes de lignes est une deuxième épine dans les pieds de Galley, et celui-ci sera bien obligé de négocier devant la ferme volonté des grévistes qui réclament avec justesse l'abrogation de la loi anti-grève du 2 juillet 1964

et l'intégration de certaines primes dans le salaire.

Quant aux directions des syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O., il est intéressant de vous livrer leur position à ce sujet : « La décision gouvernementale de mettre en place un dispositif militaire de remplacement des grévistes crée une situation d'une exceptionnelle gravité », et la suite mérite son pesant d'or, ils s'en prennent aux grévistes dans ces termes : « Leur hostilité à la grève lancée par un seul syndicat a pour origine leur conviction que le mouvement ne pouvait aboutir dans la situation présente à la solution d'aucun des problèmes posés mais qu'il offrirait par contre au gouvernement des possibilités de manœuvres inégalées, y compris pour porter atteinte à l'unité de la navigation aérienne et à son caractère de service public civil. »

Tous les travailleurs jugeront clairement de quel côté se rangent ces dirigeants félins, bien sûr, ils ont choisi le camp de la bourgeoisie et non celui des travailleurs en lutte.

Démasquons sans cesse ceux qui trahissent les intérêts des travailleurs !

Soutenons activement la lutte des aiguilleurs du ciel !

COMMANDEZ
NOTRE
BROCHURE

**PROGRAMME
DE LA LIGUE
COMMUNISTE :**

**Confusion
et
opportunisme**

Prix : 2 F

(Ajouter 20 % du prix pour frais de port)

La révolte gronde au foyer des jeunes travailleurs

Le foyer Daviel (31 rue Daviel, Paris-13^e) a été un des premiers foyers de jeunes travailleurs de France à avoir obtenu (en novembre 71 par une grève résolue à la base et dans l'action) la liberté d'expression politique et syndicale et le droit de visite 24 h sur 24.

L'année dernière, après une âpre lutte de plusieurs mois, les jeunes travailleurs des foyers A.L.J.T. (région parisienne) ont obtenu eux aussi ces droits fondamentaux.

Mais il y a plus de 800 foyers de jeunes travailleurs et travailleuses en France avec plus de 50 000 lits. Les associations de F.J.T. nous prennent les 2/5^e de nos salaires, quand ce n'est pas la moitié, pour nous loger en « cellules » de 9 m² maximum et nous nourrir le soir six jours sur sept : avec les repas du midi et du dimanche que nous prenons en dehors, vous devinez ce qui nous reste : environ 100 F par mois pour nous habiller et pour « sortir » ! Et régulièrement les associations de F.J.T. à « vocation sociale » augmentent leurs tarifs : 380 F, puis 410 F et maintenant 450 F, quand ce n'est pas plus !

Les patrons, qui constituent la majorité des conseils d'administration des associations, sont contents : « ces jeunes ne nous coûtent pas

cher ». Ceux qui se trouvent en chômage sont vite obligés de prendre n'importe quel travail pour payer leur pension et constituent alors pour les patrons un intéressant volant de main-d'œuvre sous-payée. La machine paraît bien huilée, en réalité elle craque de partout.

La révolte gronde dans les foyers de jeunes travailleurs ! Que faire ?

Sachons nous unir à la base et dans l'action contre les augmentations, pour le droit d'expression politique et syndicale, pour le droit de visite 24 h sur 24. Sachons former, même « en temps de paix », des comités de résidents combattifs. Sachons préparer les luttes à venir en expliquant inlassablement l'exploitation des capitalistes, en combattant impitoyablement toute manifestation de racisme envers nos frères immigrés — travailleurs français, travailleurs immigrés, mêmes patrons même combat contre le capitalisme exploiteur ! — en organisant des réunions, débats et des petits meetings de soutien aux combattants du peuple palestinien par exemple.

« LA GREVE EST L'ECOLE DE LA REVOLUTION ! » (Lénine).

Dès qu'une augmentation est imposée par la direction, n'hésitons pas à déclencher une grève, même si au départ nous sommes peu nombreux. Au foyer Daviel, nous n'étions qu'une dizaine à avoir convoqué l'assemblée générale des résidents pour refuser l'augmentation et déclencher dans la nuit du 28 septembre 71 la grande grève victorieuse d'octobre, et il n'y avait qu'un seul militant de l'Humanité-Rouge.

« L'ECHEC EST LA MERE DES SUCCES » (Mao Tsé toung).

Depuis, nous avons essayé deux échecs : deux nouvelles augmentations sont passées, mais nos droits fondamentaux sont jalousement gardés et garés à la prochaine augmentation ! Nous étions plusieurs jeunes travailleurs du foyer Daviel au grand meeting des communistes marxistes-léninistes à la Mutualité et les sympathisants se comptent par dizaines.

SEULE LA LUTTE PAIE !

A L'USINE, AU FOYER, MEME PATRON, MEME COMBAT CONTRE LE CAPITALISME EXPLOITEUR !

Les jeunes travailleurs marxistes-léninistes du foyer Daviel.

LOGEMENT : LES LOCATAIRES S'ORGANISENT CONTRE LES AUGMENTATIONS

Le cri de la Z.U.P.

Depuis près d'un an existe le Comité, les assemblées générales ont été fréquentes et de nombreux locataires y ont participé.

Les assemblées générales sont la base de l'organisation du Comité. Car seuls les locataires peuvent prendre les décisions qui s'imposent en discutant librement entre eux, pendant les assemblées générales. Unis et solidaires, nous pouvons nous opposer à toutes mesures qui nous seraient néfastes ; nous pouvons imposer nos droits à ceux qui ne pensent qu'à fuir de l'argent, à faire des logements « rentables ».

Des logements rentables, cela signifie pour nous :
— des logements bruyants, vite faits et mal finis ;

— ni équipements collectifs, ni terrains de jeux, ni espaces verts ;
— des moyens ridicules de lutte contre l'incendie ;

— des augmentations continuelles de loyer (sous couvert d'augmentation de charges).

Et en plus, l'O.P.H.L.M. prétend nous refuser la parole : affichage interdit, salle de réunion refusée à titre permanent.

Mais les locataires, groupés en Comité de Défense depuis dix mois, montrent qu'il est possible de faire céder l'O.P.H.L.M. en remportant quelques succès.

En effet, on a montré qu'il est possible :

— d'obtenir des téléphones ; quelques-uns sont installés dans certains halls d'immeubles ;
— d'obtenir un chauffage meilleur ;

— de s'exprimer ; en collant des affiches dans la ZUP ; en diffusant des tracts par milliers ; en publiant notre journal « Le cri de la ZUP », moyen d'expression de tous les locataires ;

— de s'opposer à une augmentation de charges scandaleuses en refusant de payer. (Depuis trois mois des centaines de locataires suivent le mot d'ordre du Comité et ne payent pas la dernière augmentation de chauffage).

Pour défendre nos conditions de logement et repousser toutes les attaques, un seul moyen : ORGANISONS-NOUS !

L'Amicale « La Forêt »

A Montgeron « La Forêt » (Essonne) une cité d'H.L.M. occupée depuis 1966.

Des charges qui augmentent régulièrement dans des proportions considérables :

— Première année : 25 % du loyer de base ;
— 3 ans après, 100 % du loyer de base.

Devant cette situation une Amicale des locataires (C.N.L.) se crée. De nombreuses rencontres infructueuses ont lieu avec l'organisme propriétaire : le LOGEMENT FRANÇAIS.

Après vérification des factures, constatant le non-respect de la législation en vigueur, les locataires décident de suspendre le paiement des charges.

Février 73 : 18 mois après le début de l'action, le logement français vient seulement de réagir par l'envoi de nombreux commandements d'huissier demandant l'expulsion.

Les locataires bien décidés à aller jusqu'au bout ont fait opposition.

Le Logement Français devra se justifier devant les tribunaux.

Amicale du Groupe « La Forêt » affiliée à la Confédération nationale des locataires.

GRANDES GRÈVES EN GUADELOUPE

Depuis le début du mois de janvier, les ouvriers agricoles et les paysans pauvres de la Guadeloupe, sous la direction de leurs syndicats l'Union des Travailleurs Agricoles (U.T.A.) et l'Union des Paysans Pauvres de la Guadeloupe (U.P.G.), et aux côtés des ouvriers industriels, refusent de faire démarrer la récolte de la canne à sucre tant que leurs revendications ne seront pas satisfaites.

Parallèlement, les ouvriers industriels, déterminés à lutter pour faire aboutir leurs propres revendications (notamment le rappel des augmentations du S.M.I.C. de juillet et de novembre 1972) déclenchent de nombreuses actions partielles.

Le 14 janvier, dans le but de briser la détermination de luttes des travailleurs, les capitalistes usiniers incendient eux-mêmes plusieurs champs de canne. Ils rendent un membre de l'U.T.A. responsable de l'incendie provoquée sur une plantation. Arrêté par les forces de répression, il est battu, gardé à vue pendant deux jours, puis relâché devant la mobilisation des travailleurs agricoles de toute la Guadeloupe.

Dans le même temps, les capitalistes usiniers recrutent une poignée de briseurs de grève et essaient vainement, sous la protection des C.R.S. et des Képis rouges, de les faire travailler dans les habitations de l'Écluse et de Liguat (Moule), de Belle-Espérance (Abymes), de Jabrun (Bale-Mahault) et de Comté (Sainte-Rose).

Pour faire démarrer la récolte, les capitalistes usiniers ont recouru à toutes sortes de manœuvres, essaient vainement de recruter des briseurs de grève et font quadriller les champs de canne par les C.R.S. et Képis rouges.

Mais toutes les manœuvres, toutes les menaces des capitalistes usiniers ont échoué.

Le 12 février, la grève est totale. Aucune des 9 usines qui compte la Guadeloupe ne fonctionne.

Les ouvriers agricoles, les petits planteurs et colons, et les ouvriers industriels sont déterminés à lutter jusqu'au bout pour la satisfaction de leurs légitimes revendications. Ils savent qu'unis, leur force est invincible.

D'après un communiqué de l'Association Générale des Etudiants Guadeloupéens (A.G.E.G.)

Éditions Naïm Frashëri réédité par les Éditions du Centenaire

ENVER HOXHA

RAPPORT D'ACTIVITE DU COMITE CENTRAL DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE

présenté au 6^e Congrès du Parti du Travail d'Albanie le 7^e novembre 1971

L'exemplaire : 8 francs (+ 20 % de frais de port)

E 100

E. 100

EDITIONS - DIFFUSION DU CENTENAIRE
B.P. 120 - 75962 Paris Cédex 20

DISTRIBUTEUR DE GUOZI SHUDIAN :

DECOUVERTES ARCHEOLOGIQUES EN CHINE NOUVELLE (217 planches noir et couleur des documents archéologiques exhumés en Chine nouvelle) 45 F

PEINTURE SUR SOIE DE LA DYNASTIE DES HAN DE L'OUEST (12 planches couleur) 60 F

(Cette soie peinte en couleurs, du début de la dynastie des Han de l'Ouest (206 av. J.-C.-24 apr. J.-C.) drapait le cercueil exhumé après deux mille cent ans, en avril 1972, à Mawangtoui, dans la banlieue de Tchangcha, province du Hounan.)

La classe ouvrière n'a rien de commun avec ces gens-là !

Le socialisme sauce U.D.R.

Le 13 février, Marie-Madeleine Die-nesch, secrétaire d'Etat à « l'Action sociale », déclarait : « Le socialisme, c'est nous. Mais ce n'est pas un socialisme de rêve, car nous, nous le réaliserons. » Si le « socialisme » c'est eux, le capitalisme c'est qui alors ?



Il peut parler...

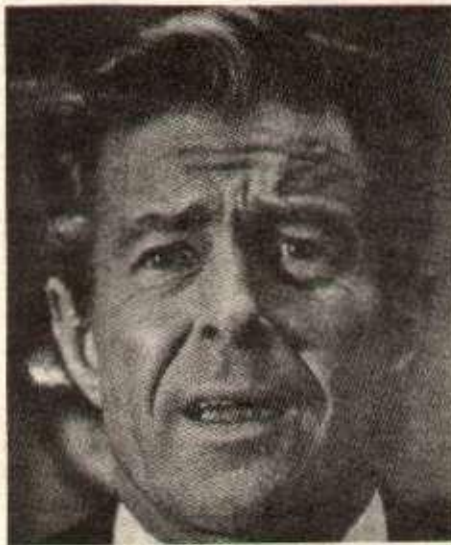
« ... Nous avons une situation économique qui n'est pas si mauvaise, nous avons un niveau de vie qui s'est considérablement élevé. Les citoyens vivent beaucoup mieux, ils travaillent moins, ils ont des congés payés et une vie plus facile... » C'est Pinay qui l'a dit. S'il avait 12 francs par jour ou moins comme tant de vieux travailleurs, il parlerait autrement.

Pas si loin que ça !

Le « réformateur » Chalandon déclarait : « Idéologiquement, les réformateurs ne se distinguent pas sensiblement de la majorité pompidolienne. »

Le « réformateur » Lecanuet proclamait quant à lui : « Les convergences entre les socialistes et nous sont plus fortes que les divergences. »

Comme quoi de Pompidou à Mitterrand la distance n'est pas si grande...



Il ne vole pas, il court

Le 12 février, Lecanuet protestait de son intention de « voler au secours de l'U.D.R. — désavouée, rejetée par le pays ». Le 23, le même déclarait : « Je crois que le président de la République, s'il est placé devant une volonté de changement des Français, s'il s'aperçoit que sa majorité sortante est battue, a pour devoir, dans l'intérêt du pays, de favoriser la formation d'un gouvernement réformateur. » Il ne vole pas au secours de l'U.D.R., il y court.

Les promesses ne paient pas

Le 22 février, Giscard d'Estaing devait faire son cirque électoral dans le 18^e arrondissement de Paris. Seulement voilà, il se trouve que des petits commerçants avaient décidé de faire entendre leur voix.

Il a eu beau déclarer : « Notre objectif... c'est de créer en France une société de justice et de fraternité », rien n'y a fait, pétards et coups de sifflets l'ont contraint à déguerpir.

La Lune en l'an 2000 ?

« Si nous continuons sur la trajectoire qui est actuellement la nôtre, dans les années 1980, le niveau de vie individuel des Français sera nettement supérieur à celui de nos voisins et amis d'outre Rhin. Le niveau de vie des Français, dans les années 1985, devrait même être presque le double, selon la tendance actuelle, du niveau de vie des Britanniques. » C'est Giscard d'Estaing qui le dit. En 1990, au train où ça va, on a des chances d'avoir la lune...

En attendant, c'est en France qu'on travaille le plus et qu'on gagne le moins.

Le martyr

des « Ecuries du roi »

Un grand gueuleton électoral a eu lieu à Lyon. Quatre cent quarante-neuf couverts, majorettes, et toute la clique. Offert par Charret le député-proxénète et ses amis.

Charret pense à l'avenir : « ... J'ai l'intention de faire autant que j'ai fait jusqu'à présent... Et tout le monde sait que ma femme et moi on a le virus de rendre service. »

« ... Comme le dit mon fils, aujourd'hui, le martyr c'est moi ! » Saint Maquereau en somme.

Comme le dit son affiche électorale : « Vous le connaissez, il vous connaît. »

Les analphabètes

Toulouse avait droit au chapiteau électoral il y a quelques jours.

Face à face, Sanguinetti député U.D.R., Achille Auban (candidat P.S.U.). Le débat allait rondement quand un paysan chassé de sa terre du Larzac interpleta Sanguinetti et lui dit : « Les procédures que vous employez pour exproprier les paysans du Larzac relèvent du totalitarisme nazi. » Sur ce, Sanguinetti déclare : « Des discours d'analphabètes, j'en ai assez », et quitte la scène.

Un jour viendra où les « analphabètes », comme il dit, lui feront quitter la scène de l'histoire, à lui et ses semblables.

On bavarde beaucoup lorsqu'on mène une campagne électorale. C'est normal, puisque le travail essentiel du député bourgeois, c'est de bavarder... pendant qu'au sommet de l'Etat, on s'occupe des affaires du peuple dans le sens que l'on sait.

Pourtant, on ne fait pas que débiter des propos lénifiants, et quelquefois, le bout de l'oreille perce. Ainsi Gaston Defferre, qui déclare :

« Si j'ai signé le Programme commun, c'est que je suis convaincu de la bonne foi des communistes. La présence des communistes n'est pas un danger. Je dirai même que c'est une nécessité si nous voulons appliquer un gouvernement de gauche sans qu'il y ait de troubles ou bien de grèves. »

Ce n'est pas gentil pour Marchais et ses amis, mais ceux-ci n'ont pas daigné démentir. Quant aux patrons, les voilà rassurés ; merci pour eux, Gaston !

Chasser le naturel, il revient au galop. Le même Defferre ne cesse d'imaginer le cas où, au deuxième tour, ne resteraient en lice qu'un U.R.P. et un réformateur. Dans ce cas, dit-il, la gauche « devra se concerter pour le deuxième tour et se déterminer en respectant l'esprit unitaire qui doit être la règle de leur comportement ». Autrement dit, Radicaux de gauche et socialistes inviteront à voter pour leurs amis réformateurs. Et que devra faire le P. C. F. selon Defferre ? Devinez...



Mitterrand n'arrive pas à oublier le passé. Le 3 février, il déclare à Alès :

« Usée au pouvoir, la majorité EST DEVENUE un parti conservateur, c'est-à-dire un parti de privilégiés. »

Qu'était-elle donc en 1958, quand l'ami Guy Mollet en faisait partie ? Sans doute un « parti progressiste, c'est-à-dire le parti des pauvres »...

Mitterrand a encore froid dans le dos quand il pense à Staline et au P. C. F. de l'époque de Staline. Justifiant son alliance avec le P. C. F. en rappelant le précédent historique du gouvernement de Gaulle de 1946, il ajoute aussitôt (à Belfort le 12 février) :

« Et pourtant, les risques étaient grands à cette époque. »

Les risques de quoi ? Mais de révolution, bien sûr. Dieu soit loué, ce risque n'existe plus avec l'ami Marchais ! C'est que le P. C. F. est devenu le parti des « nouveaux communistes ». Les nouveaux communistes, c'est le titre d'un livre d'A. Laurens et Th. Pfister, dont Mitterrand fait l'éloge dans *Le Monde* du 16 février — alors que Marchais le qualifie de « livre anticommuniste » dans sa dernière conférence de presse (on n'est plus à une contradiction près...).

Mitterrand écrit dans cet article du *Monde* :

« La stratégie du communisme international exclut désormais (depuis la mort de Staline et le vingtième Congrès) la guerre comme moyen d'accélérer la désagrégation du camp occidental et de la société capitaliste... »

Ah ! on comprend mieux pourquoi Mitterrand s'est jeté dans les bras des Américains.

L'« amour de la paix » (curieux chez cet homme qui a quasiment dé-

clenché la guerre d'Algérie) conduit Mitterrand à soutenir le Thorez anti-albanais et antichinois :

« Quand Maurice Thorez pourfend en 1960 les thèses chinoises et albanaises, il fonde son argument sur leur refus d'admettre « la possibilité d'éviter les guerres... de conquérir le pouvoir par des moyens pacifiques et de développer l'unité avec les socialistes. » »

Las ! En Chine et en Albanie, il n'y a pas de « nouveaux communistes ».

Une Constitution bourgeoise, ça se respecte « quand on a de la liberté une conception bourgeoise », comme l'écrit Mitterrand dans son dernier livre.

D'un discours à l'autre, Mitterrand répète :

« Nous respectons et respecterons la Constitution. »

Et Defferre (à Limoges, le 9 février) :

« M. Pompidou laisse entendre que nous voulons tout bouleverser et que les partis seraient maîtres de tout, alors que nous avons dit que nous ne voulions pas modifier la Constitution. Nous le rappelons, nous sommes prêts à collaborer avec le président de la République dans le respect du choix du peuple français et selon les principes intangibles de la démocratie. »

On peut faire confiance à Defferre : pour ce qui est de collaborer avec les politiciens de droite du genre de Pompidou, il a de l'expérience !

Et Mitterrand, songeant de plus en plus que les législatives de cette année peuvent constituer un tremplin pour les présidentielles de 1976, s'affirme pour l'élection du président au suffrage universel.

Pourtant, en 1962, au moment du référendum instituant cette élection, il faisait partie du « Cartel des non » avec la S.F.I.O., le M.R.P., etc.

Question de conjoncture électorale...

Le souvenir de mai 1968, c'est le « spectre de la révolution », pour Pompidou comme pour les socialistes.

A Saint-Etienne, le 18 février, Mitterrand déclare :

« La majorité rêve d'un nouveau Mai 68, d'une nouvelle CRISE DE LA PEUR. Mais je pense que la gauche ne gagnerait rien à déclencher, en 1973, une crise violente exposant les masses à la répression de la contre-révolution qui dispose aujourd'hui encore des moyens de l'argent. »

Quant aux autres moyens (dont elle fit en partie usage en 1968), c'est-à-dire armée, flics, C.R.S... elle n'en dispose plus. C'est sans doute pourquoi le Programme commun n'y fait pas allusion...

Et Defferre :

« La majorité sortante a gagné les élections en 1968 en utilisant la peur et voudrait, cette fois encore, créer un climat similaire. »

Nous voilà prévenus !

Mais c'est autant d'indications pour nos tâches. Ce que craint ce beau monde, c'est ce que nous devons faire et que nous ferons : développer la lutte révolutionnaire de masse, jusqu'à la révolution prolétarienne, qui se fera sans et contre tous ces politiciens pourris, et instaurera le socialisme.

Laos : Une grande victoire

Les forces patriotiques lao et le gouvernement de Vientiane ont signé un « accord sur le rétablissement de la paix et la réalisation de la concorde nationale au Laos », le 21 février dernier, à Vientiane.

Cet accord vise à réaliser les droits nationaux fondamentaux du peuple lao : indépendance, souveraineté, unité et intégrité territoriale du Laos. Pour ce faire, il proclame la fin de l'agression déguisée de l'impérialisme U.S. au Laos :

« Les pays étrangers mettent complètement et définitivement fin à tous les bombardements sur le territoire lao, mettent fin à toutes leurs interventions et agressions à l'encontre du Laos et mettent fin à toutes sortes d'engagements militaires de leur part au Laos. »

(Article 2).

En tenant compte de la réalité du Laos, l'accord prévoit la formation d'un gouvernement provisoire d'Union Nationale formé des 2 parties, à égalité, dans les 30 jours, ainsi que des élections générales en vue d'établir l'assemblée nationale et le gouvernement d'Union Nationale définitif.

Cet accord consacre la grande victoire conquise par le peuple lao dans sa lutte acharnée contre l'impérialisme américain.

Grande victoire, car la lutte était fort inégale : un petit peuple de 3 millions d'habitants face à la première super-puissance impérialiste ! Victoire sur la politique Nixon dite là-bas de « laosisation » ; les agresseurs U.S. combattant par B 52 et fantoches interposés. Point de contingent U.S. visible au Laos. Pourtant la présence odieuse de l'agresseur était partout, dans les bombardements intensifs des B 52 sur la zone libérée, dans l'équipement et la direction des Forces Spéciales de Vang Pao monnayées par la C.I.A., dans l'enrôlement des bataillons thaïlandais pro-yankees, dans la présence massive de compagnies aériennes — prétendues — civiles, mais chargées du transport d'armes...

Il suffit de rappeler deux noms : LONG CHENG, ville construite de toutes pièces par la C.I.A. à des fins d'agression. GODLEY, ambassadeur U.S. à Vientiane, celui qui gouverne le Laos, dit-on !

Tout cela, qui, aux dires mêmes des agresseurs U.S., était le « modèle de l'intervention U.S. dans un pays du Tiers-Monde », A LAMENTABLEMENT FAIT FAILLITE. Dix années de « guerre secrète » de la C.I.A., des expériences

dites antiguérilla menées par les Forces Spéciales — très vite contraintes de « recruter » de jeunes garçons — n'ont abouti qu'à l'échec.

Pour cacher l'agression U.S., les agresseurs avaient ordre de maquiller les têtes des cadavres étrangers sur le terrain ! Peine perdue ! Pour cacher leur échec, les impérialistes U.S. disent qu'ils n'ont rien à voir avec l'accord signé le 21 février.



Un petit peuple héroïque, une grande victoire sur l'impérialisme U.S.

Cet accord les concerne pourtant : il faudra bien qu'ils l'appliquent !

Une grande victoire pour le peuple lao intrépide ! Pendant des années, du fond des grottes obscures devenues usines ou salles d'opération, sur la terre gagnée à la nature parfois hostile et toujours sous le feu meurtrier de l'ennemi, le peuple lao a vaillamment combattu.

C'est son courage intrépide, son implacable résolution que nous saluons ce jour... Petit peuple, mais combien grand,

combien indomptable ! Le peuple lao est pour tous UN EXEMPLE !

Dans notre pays, on a fait souvent silence sur sa lutte. Elle a pourtant grandement contribué à la révolution mondiale, étant l'une des composantes du combat indochinois. On fait aujourd'hui silence sur sa victoire et c'est une grande injustice. Quant à nous, parlons du peuple lao, de ses luttes exemplaires

et de sa victoire chèrement acquise. Parlons aussi des manœuvres des agresseurs ; car rien n'est définitivement gagné encore. Quelques heures après le cessez-le-feu, Washington a envoyé ses B 52 sur le Laos contre les territoires libérés pour les Forces Patriotiques lao !

Mais le peuple lao connaît les agresseurs U.S., leur violence et leurs ruses. Sûr de son unité et animé d'un grand esprit combatif, le peuple lao va de l'avant vers la victoire totale.

DECLARATION DU PORTE-PAROLE DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES DU G.R.U.N.C.

Le porte-parole du Pentagone Jerry Friedheim a déclaré publiquement, le 9 février 1973, que l'aviation américaine avait bombardé le Cambodge la veille, c'est-à-dire le jeudi 8 février, en précisant que ces opérations répondaient à la requête du soi-disant gouvernement cambodgien. M. Jerry Friedheim a souligné que les Etats-Unis « continueront de respecter les opinions et d'examiner les requêtes du Cambodge » en attendant que soit promulgué un cessez-le-feu dans le pays.

Les bombardements dont a fait mention le porte-parole du Pentagone ont été effectués dans la province cambodgienne de Kompong Thom. Ils n'ont pas été les seuls qui aient été effectués par l'aviation américaine depuis la signature de l'accord de cessez-le-feu au Vietnam. En fait, l'aviation américaine n'a jamais interrompu ses bombardements au Cambodge. Bien au contraire, depuis la proclamation du cessez-le-feu au Vietnam, les Etats-Unis d'Amérique ont soumis nos diverses régions, dont celles de Aural, Roméas, Kompong Thom, à d'intenses bombardements par des chasseurs bombardiers et des B 52.

Le commandant américain de la zone du Pacifique a lancé la menace d'étendre les bombardements à d'autres régions du Cambodge, en particulier à celle de Neak Luong où les troupes mercenaires des traîtres de Phnom Penh sont en train de subir des défaites ignominieuses.

Cette escalade de la guerre aérienne des Etats-Unis d'Amérique fait partie du plan agressif des impérialistes américains de détruire notre zone libérée. Elle démasque une fois de plus les visées criminelles de l'administration Nixon qui, en faisant un grand tapage autour de ses soi-disant intentions de paix, accroît ses actes d'agression contre un pays indépendant, neutre, pacifique et membre de l'O.N.U.

Nous dénonçons et condamnons vigoureusement ces actes criminels de l'administration Nixon et exigeons qu'elle mette fin à ces bombardements.

Le 12 février 1973.

NOUVELLES DU MOUVEMENT MARXISTE-LENINISTE EN EUROPE

LE P.C.M.L. DE BELGIQUE REMPORTE DES SUCCES SUR LA VOIE TRACÉE PAR SON PREMIER CONGRES

PROLÉTAIRES DE TOUTS LES PAYS, NATIONS ET PEUPLES OPPRIMÉS, UNISSEZ-VOUS !



Fondateur: Honoré WILLEMS, fusillé par les nazis le 29 février 1944

Le dollar en déroute

Le gouvernement des Etats-Unis annonce une nouvelle dévaluation du dollar, cette fois de dix pour cent. C'est la conséquence directe de la dure crise de l'impérialisme américain. Ainsi, en quelques mois, le dollar est tombé de 66 FB à 40 FB ! Et les experts admettent que cela n'est qu'un début, qu'il y aura de nouvelles dévaluations dans le Magasin. Nous en reparlerons dans notre prochain numéro.

Les 1^{er} et 2 juillet 1972, s'est tenu le premier Congrès du Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique. Un important rapport politique a été présenté, fixant l'orientation du Parti. Signalons que ce rapport vient d'être publié en brochure, et que nos lecteurs peuvent le commander à notre journal.

Le Congrès a élu le Comité central et adopté des statuts.

Le Parti frère de Belgique progresse sur la voie qu'il s'est fixée à son premier Congrès : se lier étroitement aux masses pour préparer le renversement du capitalisme en Belgique et l'instauration de la dictature du prolétariat.

Les 5, 6 et 7 janvier dernier, le Parti communiste marxiste-léniniste d'Italie a tenu son deuxième Congrès national, « pour la révolution prolétarienne en Italie, pour la cause de la révolution mondiale ».

Le Congrès a élu un nouveau Comité central et adopté des statuts. Le camarade Fosco Dinucci a été nommé secrétaire général du Parti.

Ce Congrès se tient alors que la lutte de la classe ouvrière italienne connaît un nouvel essor. Des milliers de grévistes, des centaines de milliers de manifestants dans les rues pour empêcher la tenue du Congrès des fascistes du M.S.I., etc.

Nous lisons dans « Nuova Unità » que le Congrès du Parti frère d'Italie a reçu un message du P.C.M.L.F.

LE P.C.M.L. D'ITALIE TIENT SON SECOND CONGRES PROLETARI DI TUTTI I PAESI, UNITEVI !

nuova unità

ORGANO CENTRALE DEL PARTITO COMUNISTA D'ITALIA (m.-l.)

FONDATION DU PARTI COMMUNISTE DE SUEDE



Du 4 au 7 janvier dernier, la Ligue communiste marxiste-léniniste de Suède a tenu son troisième Congrès. Le Congrès a adopté à l'unanimité

une résolution sur la fondation du Parti communiste de Suède.

Le camarade Gunnar Bylin, président de la Ligue, a été élu président du P.C. de Suède.

Déclaration du F.R.A.P.

SANGLANTE RÉPRESSION DU PEUPLE ESPAGNOL PAR LA DICTATURE FASCISTE DE FRANCO

Le dimanche 11 février, le comité pro-F.R.A.P. (Front Révolutionnaire Anti-fasciste et Patriote) de Madrid avait convoqué une manifestation de soutien à l'héroïque peuple vietnamien et de condamnation de l'impérialisme yankee, ennemi de tous les peuples du monde.

A l'heure prévue plus de 2 000 personnes se sont rassemblées sur le Rastrillo del Marques de Viana (Bravo Murillo) de Madrid, en brandissant des banderoles du F.R.A.P. et des pancartes indiquant le but de l'action.

Au moment où les manifestants s'avançaient dans la rue, une voiture pleine de policiers, en uniforme et en civils, sans sommation, a ouvert le feu à bout portant contre les manifestants. L'acte criminel a causé cinq blessés dont un très grave (un jeune qui fut atteint par plusieurs coups de feu à l'estomac et à l'épaule). Les manifestants ripostèrent avec des pierres, des bâtons et divers objets qu'ils trouvèrent, réussissant à incendier le véhicule de la police. La population du quartier qui assistait à la scène, a soutenu les manifestants et a affronté les sbires de la dictature aux cris d'« Assassins » !

Les gens du quartier accueillirent chez eux des manifestants, les protégeant contre la police.

Nous dénonçons ce nouveau crime de la dictature fasciste. Le gouvernement de Franco n'a pas cessé de faire couler le sang du peuple espagnol depuis qu'il a usurpé le pouvoir en

1939. Nous dénonçons aussi le silence complice de toute la presse officielle, et de la majeure partie de la presse internationale, qui pratiquent la loi du silence sur les luttes révolutionnaires et la répression sanglante qu'exerce contre notre peuple la dictature fasciste.

Dans ce cas précis, la presse espagnole s'est contentée de publier une note disant qu'il y avait eu des « incidents » et que « la police avait été obligée de tirer en l'air ».

La dictature fasciste a créé divers corps spéciaux destinés à réprimer les organisations et partis réunis dans le Comité Coordinateur pro-F.R.A.P., et a donné l'ordre à ses sbires d'ouvrir le feu sur toute manifestation convoquée par une de ces organisations. Ceci ne nous fait pas peur et ne freinera pas notre juste lutte contre le fascisme, pour l'indépendance et la liberté de l'Espagne.

Devant les grotesques déclarations de la police ayant annoncé à plusieurs reprises la « destruction » du comité coordinateur pro-F.R.A.P., les patriotes anti-fascistes espagnols renforcent leur unité et leur combativité chaque jour ; chaque jour naissent de nouveaux Comités pro-F.R.A.P., chaque jour augmente la force, l'influence politique et morale de notre comité coordinateur. A la violence de la réaction, nous saurons répondre par la violence du peuple, jusqu'à abattre le régime fasciste honteux de Franco, valet de l'impérialisme U.S.

Nous dénonçons aussi tous les gouvernements soi-disant démocratiques qui s'acoquinent avec la dictature franquiste contre notre peuple, comme c'est le cas, par exemple de celui dirigé par Pompidou en France, dont les services diplomatiques et policiers ont donné ordre à la presse de leur pays de ne mentionner ni le comité coordinateur pro-F.R.A.P., ni aucune des organisations qui le constituent, pour qu'elle fasse le silence total sur les actions que nous dirigeons.

Nous lançons un appel à l'opinion publique mondiale pour qu'elle manifeste sa solidarité avec notre peuple, pour qu'elle s'oppose à la normalisation des relations entre ses gouvernements et la dictature franquiste.

Nous faisons appel aussi à la conscience, professionnelle et démocratique, des journalistes du monde pour qu'ils ne se laissent pas manipuler et baillonner par leurs dirigeants et pour qu'ils fassent connaître toutes ces actions et manifestations. Ne pas le faire, garder le silence devant une telle situation et la lutte anti-fasciste et anti-impérialiste du peuple espagnol, c'est, outre manquer à son obligation professionnelle qui est d'informer l'opinion publique, apporter un appui à la dictature, un geste de complicité avec lui.

Madrid, février 1973.

Comité Coordinateur pro-F.R.A.P.
(Front Révolutionnaire anti-fasciste et patriote).

GRECE :

Intervention d'un camarade grec de l'Association des Etudiants Hellènes de Paris à la Cité universitaire :



La répression fasciste à l'œuvre.

Depuis plusieurs jours, à Athènes et à Salonique, se déroulent des manifestations de masse violemment réprimées par la police du régime fasciste.

Depuis le 21 avril 67, le peuple grec vit sous un sombre régime de dictature fasciste, appuyé par l'impérialisme américain. C'est ainsi que les colonels ont livré le port du Pirée à la VI^e flotte yankee. Les troupes U.S. se conduisent comme une armée d'occupation, cependant que les richesses nationales sont pillées par les monopoles internationaux.

Mais là où il y a oppression, il y a résistance.

Le peuple grec, en dépit de la désorientation initiale engendrée par les réformistes et les opportunistes de tout bord, n'a jamais accepté le régime fasciste. Il s'est mobilisé pour ses revendications contre le terrorisme et la répression fasciste.

Depuis un an les étudiants manifestaient une opposition grandissante. Les luttes massives déclenchées à partir de revendications salariales ont débouché sur des grèves politiques. Les étudiants ont dénoncé la mascarade du vote dans les universités, le projet d'une université américaine à Athènes, le projet d'orientation fasciste, la délation par des mouchards, la suppression des sursis et l'incorporation dans l'armée en cas d'arrestation pour motif politique.

Toutes les universités sont en grève. Les étudiants occupent leurs facultés, descendent dans la rue pour obtenir la libération de leurs camarades et la satisfaction de leurs revendications. Soutenus par l'ensemble de la population, ils affrontent héroïquement la police.

Ces luttes sont les signes avant-coureurs des luttes populaires à venir.

Vive la lutte du peuple grec !

DERNIERE MINUTE :

Un second étudiant assassiné par la police fasciste. Après Maria Vassilopoulou, M. Gratzias vient de mourir des suites des brutalités infligées par la police de la clique fasciste de Papadopoulos.

SOLIDARITÉ ACTIVE AUX PATRIOTES BRÉSILIENS !

L'appel lancé par les patriotes brésiliens a été entendu et la campagne de dénonciation de la dictature militaire qui, au Brésil, maintient le peuple tout entier dans la terreur et la misère, se poursuit.

Dans les usines, les quartiers, les résidences universitaires, des pétitions circulent, condamnant la répression atroce qui se développe à grande échelle exigeant que la lumière soit faite sur le sort réservé à José Duarte, leader cheminot très connu, disparu depuis le 20 novembre dernier. Elles ont déjà recueilli des dizaines et des dizaines de signatures, permis de développer largement des explications politiques sur les crimes de la dictature militaire et de ses maîtres américains, sur l'irrésistible montée des luttes ouvrières, paysannes, étudiantes.

Le 24 février, le meeting anti-impérialiste réuni à la Cité universitaire a adopté à l'unanimité une motion dénonçant la clique d'assassins au pouvoir et affirmant un soutien indéfectible aux patriotes et démocrates brésiliens.

La résistance des habitants et des patriotes de la région de l'Araguaia, dont la signification est énorme pour l'avenir d'un Brésil indépendant et démocratique, recueille ainsi un vaste écho.

C'est cette importance historique de la lutte qui se maintient et se consolide au sud du Para que commente A Classe Operaria, organe central du Parti communiste du Brésil (P.C. do B.) dans un article dont nous reproduisons ci-dessous quelques extraits :

« (...) Cette violence et ces actions arbitraires, loin d'abattre le moral du peuple, l'aident à ouvrir les yeux et à voir que c'est seulement par la lutte armée qu'il pourra conquérir la liberté, en finir avec les abus et les injustices et obtenir de meilleures conditions de vie. La force dont disposent les généraux n'est pas



Manifestation populaire à Rio contre la dictature.

petite. Cependant, elle a peu de consistance et de valeur parce qu'elle défend ce qu'il existe de plus réactionnaire et de plus haï dans le pays et s'oppose à la volonté populaire. Plus ils subissent de coups, plus les généraux commettent de violences. Et plus ils commettent de violences, plus ils deviennent faibles. C'est un résultat inévitable de la cause qu'ils défendent. Le peuple est beaucoup plus puissant. Uni et armé, il mettra en déroute ses ennemis et conquerra la victoire.

« La résistance des partisans de l'Araguaia n'est pas seulement un défi. Elle est surtout un exemple à suivre. Un grand exemple de combativité et d'audace révolutionnaires qui démontre qu'il est possible d'affronter la dictature et de mener la lutte pour son renversement. Jusqu'à présent, les généraux foulaient aux pieds les droits du peuple et commettaient les actes les plus arbitraires, en croyant que personne ne serait capable de se lever avec succès pour combattre leur tyrannie. Cependant, les habitants du sud de l'Etat du Para osèrent le faire. Et, depuis huit mois ils résistent avec succès. Si cet exemple se propage dans beaucoup d'autres endroits la réaction sera battue, le drapeau de la liberté et de l'indépendance nationale flottera dans tous les coins du pays.

Pour tout cela la lutte résolue et énergique est le seul véritable chemin du peuple brésilien. »

Une des causes de la dévaluation du dollar

LE DEFICIT DU COMMERCE EXTERIEUR AMERICAIN

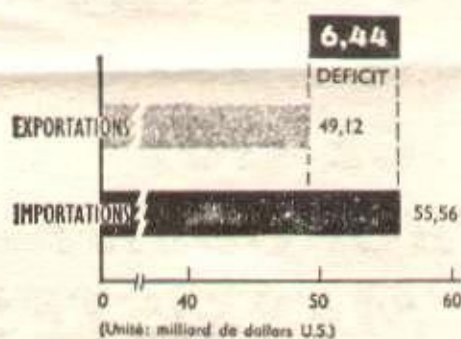
Pour la première fois dans leur histoire, les U.S.A. connaissent un déficit de leur commerce extérieur pour la deuxième année consécutive. La conséquence immédiate, c'est l'aiguïssement de la « guerre économique » que les Etats-Unis vont livrer à leurs concurrents européens et japonais. La récente dévaluation du dollar en est un aspect, sur le plan monétaire. Nous publions ci-dessous un article du numéro 6 de Pèkin-Information :

Le Département américain du Commerce a révélé, le 24 janvier, que le déficit du commerce extérieur des Etats-Unis avait atteint, en 1972, le chiffre record de 6,44 milliards de dollars, soit plus de trois fois celui de 1971.

Bien que les exportations eussent augmenté de 13 %, totalisant 49,12 milliards de dollars, les importations s'étaient accrues de 22 % pour atteindre 55,56 milliards de dollars à la fin de l'année. Avec un solde négatif de 560 millions de dollars (4,47 milliards d'exportations pour 5,03 milliards d'importations), le mois de décembre a enregistré la balance la plus défavorable depuis juin 1972. Le commerce extérieur des Etats-Unis se trouvait ainsi déficitaire pour le 15^e mois consécutif.

Pendant les 81 années allant de 1889 à 1970, leur balance commerciale avait été chaque année excédentaire. Dans les premières années qui ont suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale, en particulier, ils ont dominé en suzerains le marché du monde capitaliste en s'appuyant sur leur force économique grossie pendant la guerre. En 1947, ils intervenaient pour 32,4 % dans les exportations du monde capitaliste. L'excédent de leur commerce extérieur était en moyenne, entre 1956 et 1965, de 5 ou 6 milliards de dollars par an, et de 1945 à 1970, il totalisait 96,3 milliards de dollars. Cet excédent leur servait à couvrir le gros déficit de leur balance des paiements.

Exportations et importations des Etats-Unis en 1972 :



Déclin graduel de la suzeraineté U.S.

Cependant, depuis la fin des années 50, du fait de l'affaiblissement de leur force économique et de la croissance relative de celle de l'Europe occidentale et du Japon, les Etats-Unis ont vu leur position dans le commerce du monde capitaliste se détériorer. De 1968 à 1970, l'excédent annuel de leur commerce extérieur avec l'Europe est tombé à 2,2 milliards de dollars, et un passif de 2014,1 millions de dollars est apparu en 1971, la première année déficitaire depuis 1888. Dans la même année, la part des Etats-Unis dans les

exportations du monde capitaliste s'était réduite à 14,1 %, tandis que celle des six pays du Marché commun ouest-européen s'élevait à 32,3 %, la République fédérale d'Allemagne comptant pour 12,5 % à elle seule.

Le Japon vit sa part passer de 0,4 % en 1947 à 7,7 % en 1971. A partir de 1965, les Etats-Unis perdirent la balance favorable qu'ils avaient longtemps maintenue dans leurs transactions avec ce pays. En 1972, ils avaient un déficit de plus de 4 milliards de dollars vis-à-vis du Japon et de 750 millions de dollars vis-à-vis de l'Europe occidentale avec laquelle leur balance commerciale avait été pendant de longues années excédentaire.

La détérioration continue

Depuis 1971, le gouvernement américain a pris nombre de mesures (y compris la dévaluation du dollar en décembre 1971) pour enrayer la détérioration du commerce extérieur. Mais ce fut bien en vain, et 1972 a été la pire année dans les annales du commerce extérieur des Etats-Unis.

Le Département américain du Commerce prévoit pour 1973 un déficit de 3 à 4 milliards de dollars, à moins que d'autres pays accordent aux Etats-Unis des concessions commerciales.

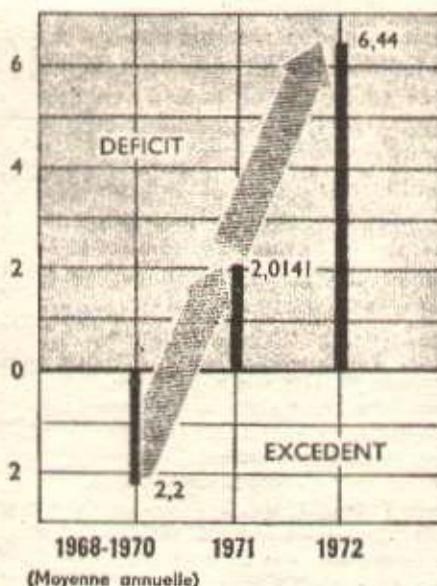
Le gouvernement américain a imputé la détérioration de la situation au cours relativement bas du yen japonais et aux barrières douanières et autres dressées par le Marché commun d'Europe occidentale, notamment à la politique protectionniste appliquée au commerce des produits agricoles. Aussi a-t-il exigé du Japon et du Marché commun des concessions à cet égard. Néanmoins, le journal américain Chris-

tian Science Monitor a indiqué dans un article publié le 30 décembre 1972 : « Le tarif douanier en Europe est plus bas qu'aux Etats-Unis. En Europe, les droits sur 13 % seulement des produits industriels dépassent 10 %, tandis qu'aux Etats-Unis, ce pourcentage est de 38,3. » « L'augmentation des exportations américaines vers la Communauté (C.E.E.) a été toujours sensible — elles sont passées de 2,8 milliards de dollars en 1958 à 9 milliards en 1971. Tout au long de cette période, les Etats-Unis n'ont cessé de bénéficier d'un substantiel excédent commercial vis-à-vis de l'Europe, se chiffrant en moyenne à 1,7 milliard de dollars par an. » « Au cours des sept dernières années, les exportations américaines de produits agricoles vers l'Europe ont été en progression de 42 %, et de 26 % seulement vers les autres régions du monde. » « Dans le commerce agricole, les Etats-Unis ont chaque année un excédent de 1,3 milliard de dollars. »

Les Etats-Unis espéraient que la situation pourrait s'améliorer à la suite du rajustement des parités entre les monnaies de certains des principaux pays capitalistes, décidé à la réunion du « groupe des Dix » tenue à Washington en décembre 1971. Mais ils ont été déçus. Bien que le yen japonais eût été réévalué de 16,88 % par rapport au dollar en décembre 1971, leur déficit commercial avec le Japon est passé de 3,2 milliards de dollars en 1971 à plus de 4 milliards en 1972.

Détérioration de la balance commerciale des Etats-Unis :

(Unité: milliard de dollars U.S.)



Un facteur essentiel

Dans un article intitulé : « Qui a besoin d'une économie de guerre ? », publié le 20 novembre dernier dans l'hebdomadaire américain "Nation", Seymour Melman, professeur d'ingénierie industrielle à l'Université Columbia, a souligné qu'un facteur essentiel du déficit du commerce extérieur des Etats-Unis était la militarisation prolongée de leur économie nationale. L'article dit : « En raison de la concentration des talents, de l'argent et de l'énergie sociale dans le domaine militaire, la technique civile en tant que base de l'économie américaine est épuisée. Voilà le facteur essentiel qui rend bien des industries américaines de moins en moins compétitives sur le marché mondial et même sur le marché intérieur. » « Il s'ensuit que des industries essentielles ont perdu leurs positions sur le marché mondial. Par exemple, l'industrie des machines-outils U.S. était la première au monde il y a quelques années seulement, mais maintenant elle tient la troisième place et est en train de perdre sa supériorité technique basée sur l'innovation dans le domaine de la recherche et de la conception. »

Discorde autour de Concorde

Mercredi 31 janvier, 23 heures de Paris. La PAN AM renonce à ses 7 options sur Concorde. Sur la lancée TWA, autre grande compagnie américaine, annonce qu'elle adoptera une position identique pour ses 6 options. Japan Airlines fera de même quelques heures plus tard. Déjà l'an dernier Air Canada et United Airlines avaient renoncé à Concorde. Au total 31 options sur Concorde ont été retirées à ce jour. La guerre feutrée et sans merci que livrent les trusts américains à leurs homologues européens prends avec l'affaire Concorde un tournant spectaculaire : QUEL est l'enjeu de cette lutte ? Pour le comprendre il faut savoir que la part de l'industrie aéronautique dans l'économie d'une grande puissance impérialiste est grande :

Aux U.S.A. les effectifs employés dans cette branche dépasse un million de salariés, contre 400.000 en Europe dont près de 110.000 personnes en France même (60 % chez les constructeurs d'avions, 20 % chez les constructeurs de moteurs, 20 % dans l'industrie des équipements). Le volume d'affaires brassées tant aux U.S.A. qu'en Europe est très important. En France les exportations excédant de 21 % les importations de même nature, le surplus de devises qui ont rejoint les caisses des capitalistes français en 10 ans dépassent les 13 milliards de francs (1.300 milliards d'A.F.). Les progrès technologiques et scientifiques réalisés grâce aux études menées dans l'industrie aérospatiale profitent à de nombreuses autres industries. D'autant plus que c'est l'Etat qui prend en charge directement les frais de recherche (en 1971 il a investi pour le financement du programme Concorde quelque 660 millions de francs — 66 milliards d'A.F. — et 638 millions de francs

en 1972). Aucun industriel en France ne prendrait le « risque » d'investir jusqu'à 30 % de son chiffre d'affaire dans des études et des recherches comme se le permet l'Etat avec la société nationale aérospatiale (1). Il n'est donc pas étonnant que l'industrie aérospatiale soit l'un des terrains où la guerre économique entre impérialisme américain et autres impérialistes est la plus acharnée.

Un enjeu important...

L'Amérique s'enlisait au Vietnam ; son industrie était tournée vers l'effort de guerre, un important marché était à prendre. La France se tailla une bonne part du gâteau (avions militaires, missiles, hélicoptères...). Concorde est né dans ce contexte. Concorde devait être le symbole du renouveau de l'industrie européenne face à la puissante Amérique.

La première intervention américaine au Vietnam touchant à sa fin, les trusts américains préparent leur reconversion, il leur faut reprendre le terrain perdu. Dans le domaine du transport aérien c'est les conditions avantageuses offertes aux compagnies aériennes pour leur vendre leurs appareils civils, c'est les taxes à l'importation du matériel européen, c'est les pressions économiques sur les pays plus ou moins liés aux U.S.A., c'est les attaques contre Concorde projet majeur de l'industrie aérospatiale européenne.

...Mais pas pour les travailleurs

Que l'Europe sorte victorieuse ou vaincue de la lutte, que Concorde se vende ou pas, c'est l'affaire de la grande bourgeoisie, c'est elle qui s'est embarqué dans cette galère. Si

elle coule faudrait-il lui porter secours ?

Ce qui intéresse les travailleurs c'est leur emploi et la satisfaction de leurs revendications.

ILS REFUSERONT DE PAYER LES POTS CASSES. Pour le moins curieuse est la position de certains dirigeants encore influents dans la classe ouvrière. Ne répandent-ils pas l'idée, déformant la réalité que « Concorde c'est la conquête des travailleurs de la SNIAS, le résultat de leur lutte admirable pour l'imposer à une bourgeoisie rétrograde ». Donc selon eux « défendre Concorde c'est défendre les travailleurs de la SNIAS » et sur la lancée on donne des conseils à la bourgeoisie pour « gagner la bataille de Concorde ».

Que diriez-vous si la C.G.T. était implanté chez Boeing et qu'elle prodigue les mêmes conseils à sa bourgeoisie.

Cela ne reviendrait-il pas à dresser ouvriers français contre ouvriers américains ? Cela ne revient-il pas à mettre la classe ouvrière au service de la bourgeoisie ?

Un vieux syndicaliste, commentant ces propos nous confiait : « Les bras m'en tombent. A mon époque nous appelions les travailleurs à être vigilants, à se mobiliser rapidement pour exiger la garantie de l'emploi, contre les licenciements, à répondre du tac au tac à toute tentative du patronat de nous faire payer la « note » quand ses « affaires » n'allaient pas, « mais nom d'un chien nous ne lui donnions pas de conseils de gestion ; décidément les temps ont bien changé. »

Les travailleurs M.-L. de la SNIAS, 17 février 1973.

(1) C'est sans doute l'une des raisons pour laquelle le Dassault ne craint pas les nationalisations de ses usines.

LA BATAILLE DE "L'HUMANITÉ ROUGE"

POUR 12 PAGES CHAQUE SEMAINE

Après le meeting

Chers camarades,
Sympathisants de HR, nous avons assisté au meeting du 16 février à la Mutualité. Nous tenons à vous faire savoir que la qualité de cette manifestation a renforcé notre conviction, quant à la justesse de votre action et notre volonté de vous soutenir.

N'ayant jusqu'à présent assisté qu'à des meetings gauchistes, nous avons vivement apprécié :

— La liaison à la pratique sociale et à la vie quotidienne dont témoignaient les différentes interventions (quelle différence avec la phraséologie trotskyste !);

— L'étendue du champ social analysé ;

— Le caractère méthodique et rigoureux des interventions ; chaque exposé semblait être une pierre de l'édifice ;

— Et, surtout, l'intérêt pratique de ce meeting qui présentait clairement les éléments d'une ligne d'action.

Nous joignons nos encouragements à ceux que vous ont certainement donnés l'enthousiasme et la discipline des participants au meeting.

Deux sympathisants de province.

Un bon exemple

Nous publions ci-dessous une lettre que nous avons reçue de nos camarades de Dijon. Elle nous semble donner un bon exemple de l'idéologie dont doivent faire preuve les marxistes-léninistes. Faire connaître le plus largement possible les positions des marxistes-léninistes, utiliser toutes les possibilités pour toucher les masses, ne pas se cantonner dans les méthodes courantes de l'agitation-propagande mais au contraire faire preuve d'initiative, tels doivent être l'attitude et le souci des marxistes-léninistes. Sans céder à l'aventurisme, il faut faire preuve d'audace. C'est ainsi qu'on avance ; c'est ainsi que les idées marxistes-léninistes pénètrent dans les masses.

... D'autre part, je tiens à vous signaler qu'une dizaine de militants de Dijon se sont rendus au meeting central du 16 février, et qu'ils en sont revenus enthousiasmés. Nous pensons qu'une petite brochure, d'ail-

leurs, serait la bienvenue, en contenant le texte des interventions, toutes excellentes.

D'autre part, dans le souci de faire connaître notre presse et les positions des marxistes-léninistes, nous avons essayé un mode de diffusion qui serait peut-être à reprendre : dans le train Dijon-Paris, à l'aller, nous avons constitué des équipes de diffuseurs qui distribuaient le tract national et présentaient l'« Humanité Rouge ». Le résultat a été excellent, à tel point que nous n'avons pas pu faire plus de 3 wagons en 2 h 30, les gens nous arrêtant constamment pour discuter, demander des précisions, ou nous contester. Nous n'avons que 5 exemplaires de l'« Humanité Rouge », ils furent vite diffusés, et nous avons donné un grand nombre de tract. Le train du retour était bondé et nous n'avons pas pu nous déplacer : nous avons cependant diffusé autour de nous, avec succès encore.

Je vous envoie, chers camarades, mes salutations communistes.

PARMI D'AUTRES INITIATIVES



Pour faire connaître les idées marxistes-léninistes, nos camarades ont recouru à de multiples méthodes, des étiquettes aux affiches manuscrites, en passant par les panneaux, bombages... ce ne sont pas les initiatives qui manquent. Des camarades de la banlieue parisienne nous ont adressé une photo représentant un panneau lors d'une vente de « L'Humanité Rouge » sur un marché.

A leur exemple, adressez-nous photos et documents montrant l'activité des marxistes-léninistes.

COMMANDEZ NOTRE BROCHURE

CE QUE PROPOSENT LES MARXISTES LÉNINISTES

(Interventions au meeting de « L'Humanité Rouge » le 16 février 1973 à Paris)



Supplément à « L'Humanité Rouge »

PRIX : 3,50 F

Malgré les sacrifices financiers que cela occasionne, « L'Humanité Rouge » a publié en brochure l'intégralité des interventions faites au meeting qui s'est tenu le 16 février à Paris.

C'est une arme de plus qui est ainsi à utiliser dans la bataille politique en cours, pour combattre la mystification électoraliste, pour faire connaître le point de vue et les propositions des marxistes-léninistes.

PASSEZ SANS TARDER VOS COMMANDES.

TRACT ANTIELECTORALISTE

Le tract de « L'Humanité Rouge » appelle à l'abstention et contenant une « lettre fraternelle » aux électeurs, sympathisants et militants du P.C.F. reste disponible.

L'expérience prouve qu'il est efficace.

Il est valable jusqu'au 11 mars.

Camarades, sympathisants et amis :

COMMANDEZ-LE ! DIFFUSEZ-LE !

Numéro spécial « Stalingrad »

A l'occasion du 30^e anniversaire de la bataille de Stalingrad, un « supplément au n° 176 de l'« Humanité Rouge » a été publié. Un certain nombre de suppléments restent disponibles.

Passer vos commandes.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Soutien HR février	10
PM aéroport (février)	50
Pour le renforcement de HR, une ancienne militante Front Rouge	30
Vive la lutte unie des peuple indochinois ALT	150
Des amis de la Chine	30
Abstention révolutionnaire, des sympathisants	4
Pour 12 pages	100
Les cheminots ML	64
Pour soutenir HR dans la campagne pour l'abstention	3
CDHR F. Yveton et sympathisants	59,10
CDHR Kirov	13,50
CDHR Gustave Flourens	200
APB	2,60
CDHR NVT	*20
CDHR F. Yveton (mensuel)	45
1 lycéen technique	0,60
1 étudiante	4
1 travailleuse ORTF	20
1 amie (soutien meeting)	8
1 couple cheminots	8
2 futures institutrices	43
Léon, nous vaincrons	10
Chaud partisan du matérialisme dialectique 2 ^e versement	500
Pour la campagne anti-électoraliste	50
CDHR G. Péri	32
1 OPV	3
1 machiniste	20
1 électro	5
1 OPV	6
1 OPV	10
1 sympathisante	6
Soutien en plus de mon réabonnement FG	20
Prise de conscience pour la victoire. Un facteur ML	8
Contre l'électoralisme	27
1 lecteur cheminot	8
CD Hapiot	6
CDHR PV Couturier	100
1 travailleur italien	6
1 militant	2
CDHR Denis Gemnitz	208,40
1 couple de travailleurs	3
1 lectrice	1
CE Canada	80
En supplément abonnement BJP	4
Total	1 980,20
Total général utilisé pour le règlement des dettes HR	264 029,70

ABONNEMENTS DE PROPAGANDE CONDITIONS EXCEPTIONNELLES

JUSQU'AU 31 MARS 1973 : REDUCTION DE 25 % DU TARIF DES ABONNEMENTS DE 3 MOIS ! 15 F au lieu de 20 F

« L'HUMANITE ROUGE » B.P. 365 - 75064 PARIS - CEDEX 02

Je désire recevoir « L'HUMANITE ROUGE » pendant 3 mois à l'adresse suivante :

Nom :
Prénom :
Adresse :

J'effectue le règlement de 15 francs soit par chèque ci-joint, soit par versement ou virement au compte chèque postal « L'HUMANITE ROUGE » (en toutes lettres), C.C.P. n° 30 226-72 La Source, soit en timbres-poste ci-joints (barrer les mentions inutiles. Merci).

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « L'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	20 F	35 F	50 F
Adresse	6 mois	46 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
Etranger :	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

TRAVAILLEURS



Contre la circulaire Fontanet

DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS FONT LA GRÈVE DE LA FAIM POUR OBTENIR LA CARTE DE TRAVAIL

Ils sont plusieurs à Paris qui la font depuis jeudi 15 février dans l'église Saint-Hippolyte (27 avenue de Choisy, Paris-13^e).

Il y en a déjà d'autres à Toulouse, à Marseille, à Mulhouse.

Cette carte qui permet de changer de patron, de ne pas être tout à fait un esclave, on la leur refuse alors qu'elle est obligatoire pour habiter légalement en France. Parce que les capitalistes n'ont pas un besoin immédiat de ces ouvriers ils donnent à la police les moyens DE LES EXPULSER QU'AND ELLE VOUDRA.

Pourtant ça fait plusieurs mois qu'ils travaillent en France. Ils ont des fiches de paye et cotisent à la Sécurité Sociale.

Ce n'est pas des cas isolés ! Depuis que la circulaire scélérate Fontanet-Marcellin est entrée en application le 15 septembre 1972 plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers immigrés sont dans cette situation : ils risquent l'expulsion du jour au lendemain !

Voilà comment ça s'est passé pour les 3 premiers grévistes de la faim de Paris :

Ali Retimi, 34 ans, en France depuis 2 ans et demi, travaille comme manoeuvre dans une usine de plastique. On ne lui a pas donné la carte. Au cours d'un contrôle d'identité dans un café la

lève les droits que nous avons auparavant.

Nous demandons simplement que le décret de 1946 disant : « Tout étranger travaillant en France a le droit à sa carte de travail » soit appliqué, et ceci est le but de notre grève de la faim.

Nous remercions tous les français et les immigrés qui sont venus nous rendre visite, qui nous soutiennent et nous aident.

Nous sommes des ouvriers qui demandons que nos droits nous soient donnés et respectés.

Nous poursuivrons notre grève jusqu'à la victoire. Nous donnerons tout ce que nous pouvons pour ça, même notre sang. Nous sommes déterminés à tenir bon car nous sommes tous décidés à avoir nos papiers, à vivre en ouvriers et plus jamais en esclaves.

Nous nous battons main dans la main pour notre dignité. Vive la lutte de tous nos frères de Valence, Toulouse, Mulhouse et de Toulon.

A bas la circulaire Fontanet-Marcellin qui veut nous maintenir bras et mains liées au patron !

Nous nous sommes levés et nous ne baisserons jamais la tête ! »

Déclarations des grévistes de la faim du XIII^e affichées dans la salle du meeting :

« Circulaire Fontanet-Marcellin = Exploitation accrue pour les travail-



« Nous nous sommes levés et nous ne baisserons jamais la tête ».

4) Que les refus de la préfecture soient motivés et qu'il y ait un recours possible. »

La circulaire Fontanet c'est l'esclavage pour les travailleurs immigrés

Ceux qui sont obligés par la misère de venir travailler en France doivent signer un contrat qui les assujettit à un seul patron pendant une année : s'ils sont licenciés ils se retrouvent à la rue sans carte de travail ni logement, deux raisons dont chacune est suffisante pour les faire expulser.

Des esclaves salariés qui ne coûtent rien

Depuis cette circulaire les capitalistes n'accordent la carte de travail que quand ils ont un besoin immédiat de l'ouvrier : s'ils ont suffisamment de main-d'œuvre dans la branche, s'ils trouvent un autre travailleur qu'ils jugent plus rentable ils refusent. L'ouvrier a alors le choix entre rentrer dans son pays pour une vie misérable ou devenir « clandestin ».

Les capitalistes considèrent les ouvriers comme des machines à produire. Avec cette circulaire scélérate ils ne sont vraiment rien de plus : les patrons peuvent s'en débarrasser dès qu'ils le veulent en les faisant expulser de France.

Ils réduisent leurs « frais d'entretien » au minimum en les logeant au moindre prix dans des foyers-casernes, en les renvoyant de France dès qu'ils auront épuisé le meilleur de leur force de travail : en effet un patron peut toujours licencier pour n'importe quelle raison ; si l'ouvrier va en prud'hommes il risque fort d'être déjà expulsé quand son procès commencera.

En généralisant cette « rotation rapide » déjà courante dans les chantiers et dans certaines usines comme Citroën, les capitalistes comptent réduire au minimum leurs dépenses « sociales » : frais d'hospitalisation, écoles pour les familles, dépenses de construction de logements, etc.

Exploitation, fascisation et racisme se donnent la main

Désormais les ouvriers immigrés n'ont plus affaire à l'administration

mais seulement à leur patron et à la police qui travaillent main dans la main. Sans carte de travail ils sont pieds et poings liés aux patrons qui les embaucheront au noir, et à la merci de la police qui les expulsera quand elle voudra.

Pour renouveler ou donner la carte de travail et de séjour c'est la police qui décide : il lui suffit de refuser sans avoir à se justifier pour que le travailleur soit expulsé.

Bien plus, c'est la police qui contrôle les logements : il lui suffit de trouver qu'un logement n'est pas « décent » pour que l'ouvrier n'ait pas son autorisation de séjour et soit expulsé.

Quand on sait dans quelles conditions misérables l'énorme majorité des travailleurs immigrés est logée, on voit que cette loi scélérate les met à la merci de l'arbitraire policier.

La riposte des travailleurs

Cette loi scélérate qui tombe sur les travailleurs immigrés est une attaque directe contre toute la classe ouvrière que les capitalistes veulent diviser encore plus pour tenter de la museler.

Dans une entreprise où il y aura 20 % de travailleurs immigrés, 20 % d'intérimaires, 20 % d'ouvriers en sous-traitance, 4 à 5 patrons différents et une douzaine de statuts, les patrons veulent se donner la possibilité de briser une grève en expulsant des ouvriers hors de France.

Une manoeuvre de plus contre la classe ouvrière de France !

Ils essaient en outre de briser la combativité des travailleurs immigrés accrue depuis 1968 comme en témoignent les grèves victorieuses de Penaroya, Girosteel l'année dernière.

Face à cette nouvelle manoeuvre, les ouvriers immigrés ont déjà empêché des expulsions en faisant des grèves de la faim soutenues par des travailleurs français et immigrés comme à Valence, et récemment à Toulon.

Nul doute que les travailleurs immigrés et français se donneront la main pour combattre efficacement contre cette manoeuvre de division scélérate, et pour obtenir au-delà l'Egalité complète des droits pour tous ceux qui travaillent en France, français et immigrés.

**Exigeons la carte de travail pour tous dès l'embauche !
Exigeons l'abrogation de la circulaire scélérate !**

Correspondant H.R.



Tous les jours, la longue attente pour la carte de travail.

police lui a donné 8 jours pour quitter le territoire français.

Aissaoui Hachemi, 24 ans, est obligé de travailler « en clandestin » depuis 6 mois parce qu'à chaque fois les patrons refusent de lui remplir son contrat de travail : c'est le travail noir ou la porte !

Abbari El Kebir, 22 ans, marocain, travaille comme aide-pâtissier depuis 6 mois. Bien qu'il ait du travail on ne veut pas lui donner la carte sous prétexte qu'il y aurait trop de main-d'œuvre dans sa profession.

Déclaration des grévistes du 13^e

Déclaration des grévistes de la faim du XIII^e, lue au meeting de soutien du 20 février :

« Nous, Retimi, Abbari, Aissaoui, Jaidane, Kbeir, ouvriers tunisiens et marocains, avons entamé une grève de la faim depuis le 15 février et sommes à notre 6^e jour pour demander nos cartes de travail.

Nous sommes en France depuis des mois ; nous travaillons et avons des logements valables ; et cela date d'avant l'entrée en application de la circulaire Fontanet-Marcellin.

Aujourd'hui quand nous demandons nos cartes on nous les refuse. Cette circulaire Fontanet-Marcellin nous en-

leurs immigrés.

Quand la misère et le chômage nous poussent à venir travailler en France, maintenant on est obligé de signer depuis notre pays pour un patron, un salaire, des conditions de travail et de logement qu'on ne connaît que sur le papier.

Pendant une année, on est vraiment l'esclave du patron. On est obligé d'accepter ce qu'il veut pour le travail, sinon c'est la porte et l'expulsion. On est même obligé d'accepter le logement et le loyer qu'il fixe sous peine d'expulsion.

On ne peut demander la carte de travail qu'au bout d'un an de cet esclavage. Et encore on ne l'a que si ça arrange les patrons, s'ils ont un besoin immédiat de l'ouvrier.

Depuis cette circulaire :
— on arrive plus à avoir la carte de travail ;
— si on est licencié, on n'a plus droit au chômage ni rien ;
— on ne peut plus changer de patron.

Nous demandons :

- 1) L'attribution dès l'embauche de la carte de travail.
- 2) Pas de papiers provisoires mais une carte de séjour et une carte de travail.
- 3) Un logement décent mais qu'on puisse payer. Qu'un logement insuffisant n'entraîne pas d'expulsion.

Encore des crimes sionistes

Chacun le sait : le sionisme israélien a frappé une fois encore, le 21 février dernier. Plus de 100 passagers d'un avion civil libyen sont tombés sous les coups de la chasse israélienne, au-dessus du Sinaï occupé. Et ce nouveau crime a soulevé le monde entier d'indignation et de colère. Quelques heures auparavant, les forces israéliennes s'étaient sauvagement attaquées aux camps palestiniens de Nahr El Bared et Baddawi, au nord du Liban (voir carte ci-contre). Là aussi, des dizaines de morts et des blessés.

Descendre un avion civil en plein ciel, semer la terreur en territoire libanais, voilà les « exploits » à la Dayan. Autrement dit : LACHETE, TERREUR, AGRESSION !

SILENCE ET MENSONGES IMPUDENTS

Ici, dans la presse ou à la radio, on s'est tu, ou bien on a minimisé et déformé les faits...

De l'attaque sioniste contre les camps palestiniens, on ne parle pas, ou presque... Rien d'étonnant ! Sionistes israéliens et pro-sionistes de l'étranger ont pris le parti de NIER l'existence du peuple

Caire a permis de connaître les dernières paroles du pilote... Puis la « boîte noire » de l'avion qui a confirmé la bande magnétique... La presse d'ici a bien essayé de jeter la suspicion sur l'authenticité de la « bande » et d'envelopper toute l'affaire d'un « halo » de mystère.

IL N'Y A PAS DE MYSTÈRE : l'avion libyen, ni « avion-espion », ni « avion-suicide » a bel et bien été DESCENDU SCIEMMENT, avec l'accord des plus hautes autorités israéliennes ! Les chasseurs israéliens se sont-ils assurés que le pilote connaissait leurs intentions ? NON !

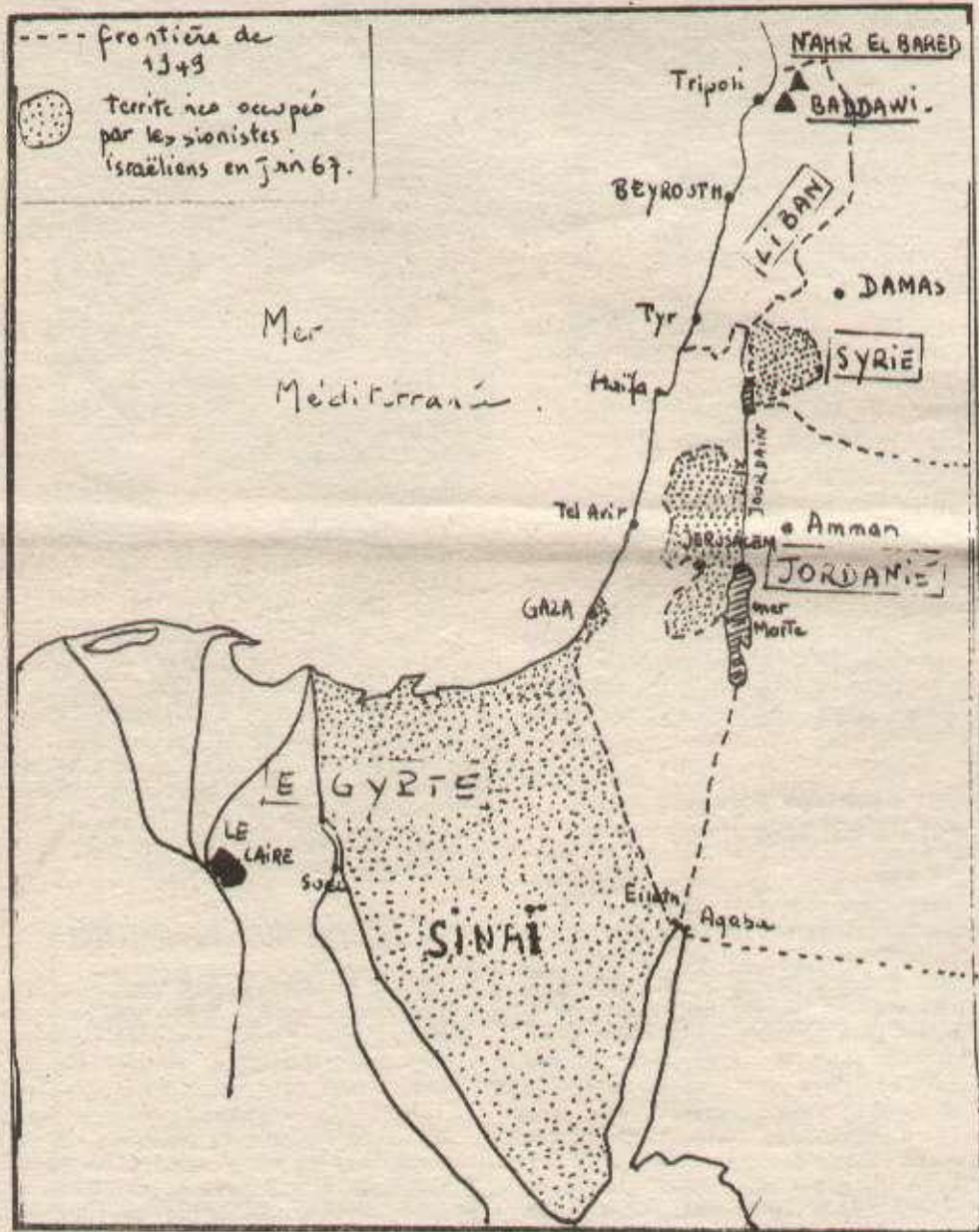
Aujourd'hui, les sionistes parlent de malentendus de part et d'autre et versent des larmes de crocodile et quelques indemnités provocatrices aux familles des victimes. Car l'indignation internationale les gêne. Mais nous devons le dire : c'est tout à fait EN CONNAISSANCE DE CAUSE qu'ils ont commis ce crime ; il n'y a pas de maladresse regrettable, mais un CRIME PREMEDITÉ.

DES AGRESSIONS TERRORISTES

Car l'attaque de l'avion libyen participe



Les débris du Boeing libyen dans le Sinaï : ce n'est pas une « catastrophe », c'est un crime sioniste de plus.



palestinien ! Aussi, quand ils s'acharnent à le liquider physiquement, c'est le SILENCE, bien sûr !

Face à l'odieux assassinat des passagers du boeing libyen, les explications ont varié...

D'abord, c'est l'accusation pure et simple : « C'est la faute du pilote » qui a commis une « injustifiable erreur » ; il n'a pas respecté les règlements en vigueur dans la navigation aérienne en refusant de se soumettre aux « injonctions fort claires » (sommations d'usage, tirs d'avertissement, etc.) de la chasse israélienne... Et devant l'opinion, encore sceptique, on s'assure que l'avion était sans doute un « avion-espion » — ou pourquoï pas un « avion-suicide » chargé de détruire Israël... La boucle est bouclée : l'avion libyen menaçait Israël en légitime défense ! Il fallait y penser... Nous avons l'habitude de ces tours de passe-passe de la propagande sioniste... mais cette fois-ci, c'est un peu fort...

D'autant que des faits accablants sont venus bien vite détruire cette « belle invention » sioniste. D'abord, la bande enregistrée à la tour de contrôle du

à la politique de terreur qui est le fondement même de l'existence d'Israël...

Il faut aller au fond des choses... et jeter un œil à la carte. L'avion libyen a été abattu à quelques dizaines de kilomètres à l'est du canal de Suez, dans le Sinaï. Mais, le Sinaï, C'EST L'EGYPTE, et non Israël, et aucun spécialiste de droit international ne dira le contraire ! C'est à la suite de l'agression de juin 1967 — la « guerre des Six Jours » — que l'Etat sioniste a occupé ce territoire égyptien. Et c'est toujours en vertu de sa politique terroriste d'agression qu'Israël s'autorise à « faire la loi » dans cette région, à régenter les espaces aériens et descendre quiconque ne lui plaît pas !

Même attitude face aux camps palestiniens installés au nord du Liban. D'ordinaire, les sionistes israéliens prétextent des attaques palestiniennes parties de la frontière et du « droit de riposte »... Là, point du tout : on part en vedettes de guerre — « kidnappées » à Cherbourg avec complicités françaises — et en hélicoptères, et on s'en prend aux camps situés à plus de 100 kilomètres de la

frontière ! Curieux exercice du « droit de riposte » ! Là, à Nahr El Bared et El Baddawi, dans la nuit du 20 au 21 février, l'armée sioniste s'en prend lâchement aux Palestiniens réfugiés : elle dynamite deux maisons, une école et un bâtiment de travaux manuels pour les fils de martyrs, et bombarde pendant 2 h 30. La riposte palestinienne est efficace, mais des dizaines de martyrs s'ajoutent à la liste déjà longue...

Deux agressions qui révèlent la véritable nature de l'Etat d'Israël.

Etat terroriste qui s'est construit par le pillage et l'expulsion de centaines de milliers de Palestiniens loin de leur propre sol. Etat raciste qui a pris les cents millions d'Arabes comme cible privilégiée. Etat « préfabriqué » par la volonté de l'impérialisme britannique et le soutien actif de l'impérialisme américain.

MANŒUVRES CONTRE LE PEUPLE PALESTINIEN

Car c'est à Washington qu'il faut chercher l'inspirateur et le garant du terrorisme israélien. Nixon a regretté, du bout des lèvres, l'attaque de l'avion libyen... mais n'est-ce pas l'impérialisme U.S. qui utilise Israël comme tête de pont économique et stratégique contre les pays arabes auxquels il extorque dollars et pétrole à gogo ?

Aujourd'hui, l'impérialisme U.S. veut consolider sa position et assurer « son ordre » dans la région. De concert avec son partenaire soviétique, il entend faire la « PAIX » au Moyen-Orient. Autrement dit, faire taire la voix palestinienne et celle des peuples arabes, assurer une existence reconnue de tous à l'Etat sioniste. Aussi les grandes manœuvres ont-elles commencé. Hussein de Jordanie est

allé à Washington ; à son retour, il a arrêté des militants palestiniens dont le dirigeant, Abou Daoud, sous le prétexte mensonger d'avoir voulu faire sauter Amman ! Demain, c'est Golda Meir qui s'envole pour la Maison Blanche, mais son porte-parole, Dayan, a fixé le prix de la soi-disant paix, le 10 février dernier :

« Nous avons maintenant la puissance militaire, des effectifs humains qui, grâce à l'immigration des juifs d'U.R.S.S., nous permettent de nous installer partout. (...) Nous pouvons donc réaliser les aspirations historiques du sionisme et le rêve cher de la nation juive, depuis tant de générations, en nous installant sur tout le territoire d'Eretz-Israël. Ne manquons pas cette chance historique à laquelle même les plus optimistes n'avaient jamais rêvé. » Dayan a ajouté :

« Nous devons dès lors étendre et accélérer l'implantation de colonies juives dans les territoires » (occupés lors de la guerre de six jours).

Voilà qui est clair : il s'agit d'étendre encore Israël, au-delà même des territoires occupés en 1967, qu'il n'est pas question d'évacuer !

Et pour montrer ce que parler veut dire : l'attaque des camps palestiniens et de l'avion libyen ! Le sionisme israélien parle et agit en agresseur terroriste.

Face à cette impudence, et ces crimes renouvelés, une assurance qu'a réaffirmé Abou Ammar — l'un des chefs de la résistance palestinienne — au cimetière des martyrs de El Bared, le 23 février :

« Le terrorisme sioniste ne nous fera pas peur, comme le terrorisme américain n'a pas fait peur au peuple vietnamien. »

Ecoutez les radios révolutionnaires TIRANA



Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h
16 h
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h
21 h
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.